

Mise en valeur des potentialités agricoles : Les acteurs du monde rural se penche sur la problématique

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 12 MAI 2022

1096

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Colonel Sadio Camara (Mdac)

La situation sécuritaire du Mali n'est pas une fatalité



Fête de l'Europe 2022 à Bamako : L'émouvant discours de S.E Bart Ouvry



Mouvement EMK : Le putsch Cheick Oumar Sissoko out?



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

11 Mai
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Toussier ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

620

Nouveaux cas confirmés

10

Nouveaux guéris

10

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

07 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
03 cas graves en soins intensifs
85 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 960

Guéris

30 048

Décès

733

dont 96 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

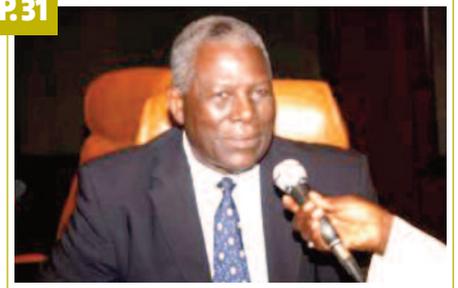
P.16



P.28



P.31



/ Une /



Colonel Sadio Camara (Mdac) : La situation sécuritaire du Mali n'est pas une fatalité

P.5

/ Brèves /



Réajustement des tarifs de transports routiers : Ministère des Transports et des Infrastructures Secrétariat-Général / Communiqué N°008/MTI-2022

P.15

Sokolo, Diabaly, Dogofry : Des terroristes télépathiques !

P.15

Rentrée littéraire du Mali : L'événement se tiendra du 10 au 14 mai 2022 à Bamako, Sikasso, Djenné et Tombouctou

P.16

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion : Ruine et chaos généralisé

P.16

/ Actualité /



Sahel : Pourquoi l'image de la France s'est considérablement dégradée

P.20

Levée des sanctions contre le Mali : Faure en renfort

P.21

Pour une presse libre et efficace : Bandiougou Danté propose...

P.22

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 11 MAI 2022.

CM N°2022-21/SGG

P.23

Fête de l'Europe 2022 à Bamako : L'émouvant discours de S.E Bart Ouvry

P.25

Mise en valeur des potentialités agricoles : Les acteurs du monde rural se penche sur la problématique

P.28

/ Politique /



Mali : L'organe législatif entame des consultations sur une nouvelle loi électorale 3

P.30

Accusé d'être l'instigateur des sanctions de l'UEMOA : ATIR invite l'Etat à poursuivre Macron...

P.31

Mouvement EMK : Le putsch Cheick Oumar Sissoko out?

P.32

/ Culture & société /



Les bienfaits de la mangue, 5ème produit stratégique du Mali : Le Dr Alou Barry nous en parle

P.33

/ International /



Pour en finir avec les crises de la faim en Afrique de l'Ouest : OXFAM invite les Etats à investir dans l'agriculture familiale

P.35

Algérie-Russie : Abdelmadjid reçoit Lavrov et une invitation de Poutine

P.36

/ Sport /



Éric Sékou Chelle à la tête des Aigles du Mali : Le pari risqué de la FEMAFOOT

P.37

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Colonel Sadio Camara (Mdac)

La situation sécuritaire du Mali n'est pas une fatalité

Le Colonel Sadio Camara a la parole aussi rare que la « Grande Muette » qu'il dirige depuis la chute du président IBK. A telle enseigne qu'en dehors de quelques bribes de phrases lâchées ici et là, peu de maliens connaissent sa lecture de la situation sécuritaire de notre pays et encore de sa mission sur notre armée.

Invité de la nouvelle émission « de redevabilité » devant laquelle tous les ministres doivent passer, le ministre des la Défense et des Anciens Combattants s'est prononcé sur les questions classiques de défense et de sécurité mais aussi sur le positionnement diplomatique du Mali ou encore les mouvements signataires.

Colonel Sadio Camara : Grace aux efforts fournis par le gouvernement et le peuple malien, la situation est sous contrôle. La dynamique offensive déclenchée par les FAMA a enregistré des résultats importants. Aujourd'hui nous assistons à la destruction de plusieurs bases terroristes, la récupération de matériels, la libération des localités du jogs

des terroristes, le retour des populations déplacées.

ORTM : Quel est aujourd'hui l'état actuel de l'armée malienne puisqu'il y a une période récente, on était habitué aux replis tactiques, une armée qui était beaucoup plus sur la défensive. Aujourd'hui elle est portée sur l'offensive. Qu'est ce qui a changé ? Est-ce que ce sont les hommes ? Sinon c'est la même armée. Selon vous qu'est ce qui a changé ?

Colonel Sadio Camara : Grace à la vision du président de la transition traduite par le programme d'action gouvernementale, les forces armées sont mieux équipées, mieux formées à hauteur de souhait pour répondre aux aspi-

ration des maliens. Le soutien de la population est indispensable pour la réussite de notre mission.

ORTM : Qu'est-ce que les FAMA sont en train de faire concrètement pour qu'on puisse dire que les FAMA sont en train de monter en puissance ?

Le colonel SC : Tout d'abord je salue les plus hautes autorités du Mali et le peuple malien qui ont accepté d'abandonner d'autres priorités pour doter les forces de défense et de sécurité. Par le passé, nos camps étaient attaqués, nos villages brûlés. La riposte n'était pas à hauteur de souhait. Les FAMA dépendaient en partie notamment d'un appui aérien, d'évacuation sanitaire des partenaires. Mais aujourd'hui



avec l'intensification du recrutement, l'acquisition des matériels notamment le vecteur aérien, la formation, l'entraînement, l'amélioration des conditions de vie des militaires les FAMA peuvent aujourd'hui mener leurs opérations en toute autonomie. C'est-à-dire si nous avons un camp qui est attaqué, nos propres avions peuvent apporter l'appui nécessaire à ces hommes qui sont sur le terrain. On ne le souhaite pas, s'il y a aussi des blessés, nos propres avions peuvent faire des évacuations sanitaires. Aujourd'hui nous pouvons dire que la montée en puissance de l'armée malienne est devenue une réalité.

ORTM : Donc la peur a changé de camp ?

Colonel Sadio Camara : aujourd'hui les FAMA détiennent l'initiative sur le terrain. Par le passé, ce sont les groupes terroristes qui nous attaquaient. Mais aujourd'hui avec la montée en puissance de l'armée malienne nous les traquons jusque dans leurs derniers retranchements. Et nous pouvons dire que la peur a changé de camp.

ORTM : Tous les maliens sont fiers aujourd'hui de leur armée, de cette montée en puissance. Mais en termes de coût même si on ne peut pas avoir une estimation exacte, combien cela a coûté au contribuable malien ? Ou bien est-ce qu'un jour les maliens sauront ce que cela a coûté ? La confiance n'exclut pas le contrôle.

Colonel Sadio Camara : nous savons, comme on le dit généralement, la sécurité n'a

pas de prix. Vous avez suivi l'intervention du ministre de l'Economie et des Finances : le gouvernement a fourni beaucoup d'efforts pour mettre les moyens à la disposition du ministère de la Défense et des Anciens combattants. Le matériel que nous achetons, le prix est connu. A chaque fois que nous faisons la réception de nos matériels, nous tenons à éclairer la lanterne des maliens et des maliennes. Pour ce qui concerne l'acquisition en cours, je préfère ne pas faire ça au risque de dévoiler le secret défense. C'est un processus qui est en cours. Nous avons reçu un premier lot, un deuxième lot. Nous attendons de réceptionner tous les lots pour ensuite communiquer sur le prix.

ORTM : Des opérations sont en cours un peu partout sur le territoire national.



Est-ce qu'on peut dire ce niveau d'opération sera maintenu par les FAMA ?

Colonel Sadio Camara : Le chef d'état-major des armées maintiendra cette dynamique. Le rôle du ministère de la défense et des anciens combattants est de mettre le moyen nécessaire à la disposition de l'état-major des armées qui a en charge les opérations. Et nous allons continuer à le faire comme en témoigne les récentes acquisitions faites par les FAMA

ORTM : Depuis un certain temps, on parle de plus en plus des relations entre Bamako et Moscou notamment dans la coopération militaire. Expliquez-nous quelle est la nature de cette relation entre le Mali et la Russie ?

Colonel Sadio Camara : Bamako et Moscou entretiennent des relations diplomatiques franches, dynamiques et bénéfique pour les deux Etats et qui ne datent pas d'aujourd'hui. Nous avons récemment redynamisé cette coopération basée sur le respect de nos souverainetés et le respect de nos intérêts vitaux

ORTM : Concrètement sur le terrain comment se matérialiser cette coopération avec les instructeurs Russes ? Est-ce qu'ils font le combat avec l'armée malienne ?

Colonel Sadio Camara : La présence des instructeurs et des conseillers Russes ne date pas d'aujourd'hui. Depuis les années 1960, avec la première république, l'Union Soviétique a envoyé des centaines d'instructeurs et de conseillers Russes pour aider le Mali à mieux organiser son armée et son administration.



Aujourd'hui, nous avons redynamisé la coopération avec la Russie. La présence des formateurs Russes est essentiellement basée sur l'entraînement de nos hommes, la formation de nos pilotes. Les russes qui sont à Bamako ne participent pas au combat contrairement à tout ce qui se dit par les médias. Nous avons une très bonne coopération l'Etat Russe.

ORTM : Notez-vous des progrès avec l'arrivée de ces formateurs au Mali.

Qu'est ce qui a changé concrètement ?

Colonel Sadio Camara : Depuis l'arrivée des instructeurs et des conseillers Russes au Mali, nous avons constaté l'amélioration de la situation sécuritaire sur le terrain. Aujourd'hui les russes nous ont aidé à récupérer plusieurs matériels qui étaient en panne ici notamment les aéronefs, des blindés. Nous comptons maintenir cette dynamique de coopération.

ORTM : On parle de Russie aujourd'hui. Mais auparavant, il y avait un pays qui s'appelait la France. Aujourd'hui on est au bord de la rupture avec la France en termes de coopération militaire. Quel

bilan faites-vous de la présence de Barkhane ?

Colonel Sadio Camara : La France a décidé de façon unilatérale du retrait des forces Barkhane et Takuba. Donc il appartient à la France de faire le bilan de son opération. Le gouvernement de la transition a pris acte de ce retrait et des dispositions ont été prises éviter la création d'un vide sécuritaire. Mais pour les autorités du Mali, un seul critère d'évaluation reste important à savoir quel est l'impact de cette opération sur le Mali et sur le peuple malien ? Sur ce point, nous pouvons dire qu'après 9 ans de présence massive des forces internationales malgré quelques victoires tactiques la situation globale s'est dégradée. L'insécurité qui était concentrée au nord s'est propagée vers le centre et le sud du pays.

ORTM : Sur le terrain, M. le ministre c'est quasiment l'escalade. C'est très tendu. Est ce qu'il y a des possibilités qu'on assiste à des affrontements entre les forces armées maliennes et forces Barkhane sur le terrain. Puisqu'apparemment la France ne veut pas aller

maintenant et tout de suite. Le Mali ne l'entend de cette oreille-là.

Colonel Sadio Camara : Nous ne pensons pas que nous allons arriver à ce niveau. J'ai suivi l'intervention du Sénateur Français qui avait parlé de cette possibilité d'affrontement entre les forces françaises et les FAMAs. Nous, nous ne sommes pas du tout dans cette logique. Nous avons sensibilisé et nous allons continuer à sensibiliser nos forces dans la mesure du possible à éviter ces incidents.

ORTM : Quand on parle de retrait de Barkhane au Mali on pense de tout de suite à Gossi. Que s'est-il passé à Gossi concrètement ? On assiste beaucoup à une guerre informationnelle concernant cette localité.

Colonel Sadio Camara : Tout d'abord je tiens à m'incliner devant la mémoire de ces victimes pour le moment inconnues dont les corps ont été découverts dans ce charnier à Gossi non loin de l'emprise qui venait d'être rétrocédé aux FAMa. Le Procureur a ouvert des enquêtes pour faire la lumière sur cette tragédie. Mais certains médias lancent des rumeurs tendant à

incriminer les FAMA. Nous pouvons dire que l'état de putréfaction avancée des corps au moment de leur découverte exclut toute implication des forces armées maliennes qui venaient d'arrivée sur le lieu. Nous déplorons aussi l'utilisation de la mort de nos concitoyens par certaines puissances étrangères qui n'hésitent à utiliser des moyens souvent subversifs et illégaux, en violation flagrante de notre espace et de notre territoire pour tenter de discréditer nos actions et nous empêcher d'atteindre nos objectifs. Mais aucune manipulation de l'information ne nous fera douter de la justesse de notre combat.

ORTM : A Moura, pourquoi la version des faits des FAMA diffère celle des médias occidentaux ?

Colonel Sadio Camara : Le bruit autour de Moura résulte un peu du même raisonnement infantilisant et contreproductif. Nous ne les comprenons pas. Et nous n'accepterons jamais. Les peuples africains ont gagné en ma-

turité pour comprendre le jeu qui se trouve derrière cette manipulation. Le Mali est issu des grands empires. Nous connaissons les valeurs de la vie humaine. Nos ancêtres ont eu à protéger le droit de l'Homme avant beaucoup de civilisations. Nos institutions judiciaires fonctionnent et nous n'avons pas de leçon à recevoir.

ORTM : Vous voulez nous dire que les FAMA ont opéré à Moura avec professionnalisme et en toute responsabilité ?

Colonel Sadio Camara : Ce que je voudrais que les maliennes et les maliens et les peuples africains puissent comprendre, ce qui se passe ici au Mali est complexe. La guerre se fait à plusieurs niveaux.

Le premier niveau ça c'est le niveau classique que tout le monde connaît. Les militaires ont les moyens et ils sont engagés sur le théâtre des opérations et se battent, mais aussi, il y a la guerre informationnelle. Donc la guerre ça se fait aussi au niveau des médias. Et le troi-

sième niveau, c'est les droits de l'homme. Nous comprenons tout cela. Les gens qui accusent les FAMA de manque de professionnalisme, ils ont leurs idées de défendre leurs intérêts. Et je puis vous rassurer que nous avons été professionnel. Professionnel, parce que nous sommes là pour défendre les populations. Et nous pensons que personne ne peut aimer le Mali plus que les maliens, personne aimer les maliens plus que les maliens eux-mêmes. Donc, nous devons faire attention, nous devons être prudents pour ne pas faciliter le travail de ceux qui nous combattent.

ORTM : Monsieur le Ministre, vous avez reçu récemment une délégation du Burkina Faso dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. A quoi faut-il s'attendre ? Est-ce qu'on est en train d'aller vers le G2 Sahel par exemple entre le Mali et le Burkina ?

Colonel Sadio Camara : Le Mali reste ouvert, à l'instar de la coopération avec la Russie. Le





Mali reste ouvert à tous les pays, qui partagent notre vision, qui nous respectent en tant qu'État et qui préservent nos intérêts. Nous avons reçu une délégation du Burkina Faso. Nos échanges ont porté sur l'amélioration de la situation sécuritaire. Ce que nous devons comprendre, si le Mali est stable, si nous nous maîtrisons notre situation sécuritaire, si le Burkina Faso ne l'est pas, c'est que le travail n'est pas achevé. Aucun pays seul ne peut lutter efficacement contre le terrorisme.

ORTM : En parlant de lutte contre le terrorisme, notre pays, le Mali a besoin de quoi aujourd'hui concrètement pour mettre fin à ce terrorisme sur le territoire national ?

Colonel Sadio Camara : Nous sommes convaincus aujourd'hui que la seule forme armée ne peut pas résoudre définitivement le problème du terrorisme. Pour stabiliser notre pays, certes, nous devons vaincre les extrémistes, la sécurité étant le premier pilier du programme d'action gouvernementale. Mais nous devons convaincre notre population que le gouvernement reste le meilleur garant de leur développement et de leur prospérité. Pour cela, nous devons nous réadapter, en adoptant des réformes politiques institutionnelles courageuses permettant l'émergence d'un Mali

nouveau et espéré par tous les fils du pays

ORTM : Monsieur le Ministre vous avez parlé des réformes, on est dans les perspectives. Quelle est la place des forces armées reconstituées par exemple dans la nouvelle armée du Mali ? On a vu récemment que quand les positions du GATIA avaient été attaquées, dans les environs de Ménaka, l'armée malienne est intervenue à travers des frappes

Colonel Sadio Camara : Le Mali a une armée nationale. C'est vrai qu'à un certain moment de notre histoire, il y a eu des incompréhensions entre les fils du pays. Mais déjà nous sommes engagés dans un accord. Et l'accord avance que l'armée nationale du Mali a le devoir de protéger tous les fils et toutes les filles du pays. Et c'est ce travail que nous accomplissons sans distinction d'ethnie ou de communauté. Nous sommes au service du peuple malien.

ORTM : Toujours en parlant des perspectives, à quoi devons-nous nous attendre de votre part à la tête du département de la défense et des anciens combattants pour renforcer d'avantage les forces armées maliennes ?

Colonel Sadio Camara : la dynamique actuelle est positive et nous allons la maintenir. Nous allons continuer à renforcer la capacité des forces armées maliennes, à renforcer l'entraînement et la formation, à améliorer les conditions de vie et de travail des militaires.

ORTM : Si vous aviez un dernier message, un appel à lancer aujourd'hui à ceux qui vous suivent, quel est cet appel Monsieur le Ministre ?

Colonel Sadio Camara : Pour terminer, je voudrais m'incliner devant la mémoire de toutes les victimes civiles et militaires, maliennes et étrangères de cette barbarie. Le Mali est issu des grands empires. Le peuple malien est fier et résilient. Les forces de défense et de sécurité sont issues de ce peuple. La situation sécuritaire au Mali n'est absolument une fatalité. Nous sommes sur la voie de renforcer et nous allons nous en sortir. Grâce au soutien constant des maliens et des maliennes. Nous formulons les vœux qu'Allah le Tout Puissant nous donne la force, la santé et l'ouverture nécessaire pour mieux assurer nos responsabilités pour l'intérêt supérieur du Mali et des maliens.

■ **Moctar SOW**

■ Casimir Sangala



Ces panneaux publicitaires sur nos routes et carrefours : grande consommation énergétique, pollution lumineuse, contraste blessant et éblouissant de la vue.

■ Kone'xion Culture



[#Agenda]: LA RENTRÉE LITTÉRAIRE DU MALI
14 édition : du 10 au 14 mai 2022

La 14e édition de la Rentrée littéraire du Mali, l'un des événements phares du continent dédié aux livres, s'ouvre demain mardi 10 mai 2022, dans la capitale malienne. Une vitrine pour les écrivains maliens et d'ailleurs mais également un espace de promotion des plumes émergentes du continent...

Thème : « Territoires et imaginaires »

Des conférences-débats, cafés littéraires, tables rondes, spectacles, hommages ainsi que la remise de prix littéraires sont entre autres les activités phares de cette 14e édition qui se déroulera également dans d'autres villes du pays comme Sikasso, Djenné et Tombouctou. Le programme complet ici <http://www.rentreelitterairedumali.org/#livres>

#rencontres

#promotion

#prixlittéraires



■ L'ESSOR



#Alimentation : Le « Manchi » est la principale boisson traditionnelle, commune à tous les constituants du peuple songhoï, traditionnellement, tous implantés sur les rives du fleuve Niger. La production de ce breuvage issu d'un fourrage aquatique, appelé « bourgou », pratiquée depuis des dizaines de siècles est de plus en plus rare



■ Fédération Malienne de Football



Championnat Nationale de Ligue 1 Orange Féminine du #Mali | 5ème Journée
Voici le résultat complet !!

CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 1 ORANGE		
FOOTBALL FÉMININ		
SAISON 2021 - 2022		
RÉSULTATS (5ÈME JOURNÉE)		
DIMANCHE 08 MAI 2022		
BADENYA FC	0 - 10	AS MANDÉ
Stade Barema Bocoum de Mopti		
FC SABALY	0 - 8	AS REAL
Stade Lamine Konaté de Kita		
CF TAMBA	0 - 11	AMAZONES C5
Stade Amary Daou-Ségou		
TIGRESSES (Bougouni)	0 - 2	SANTORO UFC
Stade Municipal de Bougouni		
LUNDI 09 MAI 2022		
AS POLICE	3 - 0	AS SRAMAYA
Stade Mamadou Konaté-Bamako		
USFAS	0 - 1	SUPER LIONNES
Stade Mamadou Konaté-Bamako		

■ Agri-Vision Sahel



Cet après midi lundi 09 Mai 2022 à 15 heures ICCO corporation sis à Hamdallaye ACI près de Bougie Ba, a reçu en son enceinte des jeunes participants de la caravane de l'année passé dans le but de les faire bénéficier des conditions d'accès à leur financement (accompagnement techniques) sur les différentes filiales de la Pisciculture à savoir:

- 1- Bacs hors sol,
- 2- Bassin,
- 3- cages flottantes,
- 4- Enclos piscicole,
- 5- Eclouserie,
- 6- Fabrication d'aliment local,

NB: toujours en Favorisant le genre dans l'accompagnement par le projet cela va de soi si une femme veut plus de 4 bacs Hors sol voir 6 ou plus celle ci sera mise en contact avec les techniciens du dit Projet pour la fabrication de 2 ou 4 ou 5 de plus de Bac hors sol à ses propres moyens afin d'augmenter sur sa rentabilité et bénéficier en même temps des 4 Bacs hors sol, des Aliments et Alevins et enfin

d'un fumoir...

Nos remerciements vont à l'égard du projet JNJ (JEJE NI JABA) en Partenariat avec Agri Vision Sahel qui joua un rôle immense dans cette mise en relation ont permis aux bénéficiaires cet accompagnement.

Ils ont été nombreux à répondre à l'offre cela prouve une fois de plus leurs motivations et engagement pour avancer et faire avancer notre Pays...

des illustrations à l'appui, Merci.



■ AG Mossa Alhaj Aliou



Nous avons célébré la fête de l'Europe hier Mardi sur invitation de SE Bart Ouvry, Ambassadeur de l'UE au Mali ! C'était également un side Event de la rentrée littéraire 2022



■ Moctar Ousmane SY



A l'invitation de son excellence Bart Ouvry, Ambassadeur de L'Union européenne au Mali , j'ai été heureux de participer à la fête de l' #Europe organisée ce mardi 10 mai 2022.

Génération Engagée Moctar Ousmane SY



■ Ag Mohamed Agouissa Hamma



Bart Ouvry Ambassadeur de l' L'Union européenne au Mali à la célébration de la fête de l'Europe et merci à l'équipe de communication Mme Assa Diallo pour la confiance place à ma personne pour assurer la couverture photos de cet événement. Une occasion opportune de faire la rencontre de son Excellence Abdoulaye Diop , Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale , Alhamdou Ag Ilyène Ministre de Maliens établis à l'extérieur, El-Ghassim WANE Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU (RSSG) pour le Mali et Chef de la Mission Multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali , Rolf Holmboe Ambassadeur de Danemark au Mali et toutes la #TeamEuropa . avec qui j'ai effectué une mission sur Sikasso il y'a quelques mois .
Merci beaucoup



■ L'Union européenne au Mali



Ouverture de la Rentrée Littéraire qui fête ses quatorze années d'existence

Avec des rencontres dans 40 lycées du pays - dont 20 à Bamako, dans les universités, et une cinquantaine d'événements sur Bamako, Djenné, Sikasso, Tombouctou, cette semaine sera placée sous le thème de la lecture, de l'écriture, et des débats. Une nécessaire bouffée d'oxygène culturelle dans une actualité parfois difficile.

Le thème de cette édition « Territoires et Imaginaires » suggère une attention particulière aux terroirs, aux identités, aux traditions et mémoires maliennes, et aux liens de ces derniers avec le contemporain, la création.

Événement fédérateur et destiné à un large public - libre d'entrée et gratuit ! - la « Rentrée » fait une large part à l'éducation, à la transmission, à la médiation avec la jeunesse. La « Rentrée » c'est aussi un temps de débats d'idées, de rencontre et de partage, autour des auteurs, et des grands sujets qui agitent notre époque. Un bain de culture savoureux et roboratif que la Délégation de l'Union européenne est fière de soutenir cette année encore.

Crédits photos: Mohamed Aguisa



Ras Dial Ras Dial



AUJOURD'HUI, MERCREDI 11 MAI 2022, DES MILLIERS DE PERSONNES ONT ACCOMPAGNÉ LE CAMARADE MOHAMED TABOURE À SA DERNIÈRE DEMEURE AU CIMETIÈRE DE LAFIABOUGOU. NOUS AVONS REMARQUÉ LA PRÉSENCE D'ÉMINENTES PERSONNAGES COMPOSÉS DE FEMMES ET D'HOMMES NOTAMMENT PR ROKIA SANOGO, ME MARIAM DIWARA, CHEICK OUMAR SISSOKO, KONIMBA SIDIBE, ME HAMIDOU DIABATE, PR ALY NOUHOUM DIALLO, TIÉBILE DRAME, OUMAR DIARRA, DRAMANE DEMBELE, BANDIOUGOU SANGARE, FARABA DEMBELE, IBRAHIMA KÉBE, ALPHA SIDIKI SANGARE, NOUHOUM KEITA, BEN KATRA ET BIEN D'AUTRES. DES JOURNALISTES Y ÉTAIENT PRÉSENTS DU RESEAU KAYIRA, TI KA BAKARY, PAPA DESIRE MARIKO POUR NE CITER QUE CEUX-CI. L'ÉQUIPE SANFIN REMERCIE INFINEMENT TOUTES LES PERSONNES QUI ONT ASSURÉ LEUR PRÉSENCE À CETTE CIRCONSTANCE DOULEUREUSE. ÉMISSION SPÉCIALE SUR LE CAMARADE

TABOURE TOUT À L'HEURE SUR KAYIRA N°1 104.4 À PARTIR DE 21 H 30.



Croissanceafrique.com



(CROISSANCE AFRIQUE)-Au Gabon, il s'agit d'une initiative qui encourage l'innovation et l'émergence des talents prometteurs dans le secteur des nouvelles technologies. Les trois projets les plus intéressants pour une valeur globale de 20 millions de FCFA. « Cette année, l'innovation majeure consistera à permettre au champion national de participer à la grande finale groupe qui se tiendra à Rabat (Maroc) avec les 10 finalistes... »



Moussa Baba Coulibaly



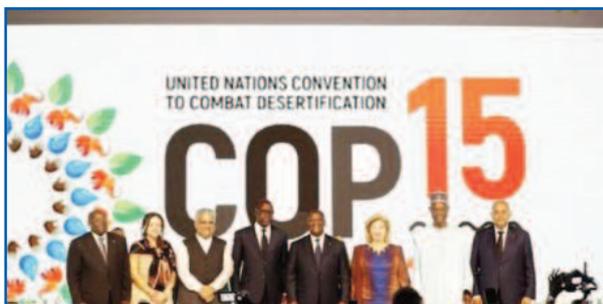
Tout prêcheur n'est pas imam et tout imam n'est pas forcément un bon exemple. Je viens de tomber sur une vidéo dans laquelle un prêcheur

s'attaque violemment à un imam dans des termes qu'un mécréant aurait de la pudeur d'utiliser. Seigneur, mais qu'est-ce qui leur arrive

■ Sikadvisory.com



Alors que la Côte d'Ivoire ciblait une enveloppe d'environ 900 milliards FCFA, les bailleurs de fonds proposent plus de 1 400 milliards FCFA pour financer le programme "L'Initiative d'Abidjan" destiné à restaurer son couvert forestier et promouvoir une agriculture durable et inclusive. Voir les détails.



■ Financial Afrik



British International Investment (BII), institution de financement du développement du gouvernement britannique, s'est associée à Equity Group Holdings pour financer des entreprises qui auront pour mission de développer des projets relatifs au climat dans 6 pays d'Afrique orientale et centrale, lit-on mercredi 11 mai sur le site de l'institution.



■ Martin Fayulu



Pitoyable de vilipender en public nos forces armées et notre police de cette manière. M. Tshisekedi devrait cesser de rejeter la faute aux autres et commencer à rendre des comptes. Le problème réside dans la trahison, le manque de ressources et la formation. Il faut des réformes.

■ SY Ousmane



Le génie de notre nation, de l'Empire du Ghana au Royaume de Ségou, a été l'unicité de la source du pouvoir, mais la pluralité du mode d'administration. La colonisation a uniformisé le mode d'administration du pays. La refondation doit poursuivre la décolonisation institutionnelle.

■ ارقفل عومد



#Togo --#Koundjoaré Ce mercredi 11/05, le poste avancé de #Kpinkankandi frontalière avec le #Burkina a été le cible d'une attaque djihadiste. Le renfort dépêché a été aussi embusqué faisant une dizaine de morts parmi les FDS et du matériels emportés.

■ Gouvernement du Mali



MDAC : Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants reçoit son homologue Néerlandais

Le Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Colonel Sadio Camara a reçu son homologue des Pays-Bas, Mme Kasja Ollengren, ce mardi 10 mai 2022 dans la salle de conférence de son département. Cette rencontre s'est déroulée en présence du Général de Division Sidiki Samaké, Secrétaire Général du MDAC, du Général de Brigade Félix Diallo, Chef d'Etat-major de l'Armée de Terre, et de plusieurs autres chefs militaires Maliens et Hollandais.

Au cours des échanges, trois points essentiels ont été abordés par les 2 personnalités notamment les questions sur la Transition au Mali, celles sur les Droits de l'Homme et la présence Russe dans notre pays.

Le Ministre de la Défense Néerlandais, Mme Kasja Ollengren a affirmé avoir eu des discussions très fructueuses avec le Ministre Sadio Camara sur la situation du pays en ces périodes de crise. Selon elle, l'objectif principal de sa visite était de mieux cerner les contours de cette situation assez complexe. Elle a indiqué que le Mali et les Pays-Bas sont des partenaires de longue date et que cette coopération malgré les difficultés actuelles reste intacte. Les deux personnalités se sont enfin échangées des cadeaux symboliques.



L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



**INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE**



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)

Réajustement des tarifs de transports routiers : Ministère des Transports et des Infrastructures Secrétariat-Général / Communiqué N°008/MTI-2022



Faisant suite aux travaux du cadre de concertation qui regroupe les représentants de l'Administration et des organisations socio-professionnelles du secteur du transport routier, le Ministre des Transports et des Infrastructures informe l'opinion publique qu'il a été procédé à un réajustement des tarifs de transports routiers urbain, interurbain et international.

Le réajustement des tarifs, qui prend en compte les récentes augmentations des prix du carburant dans notre pays, se traduit par :

- une majoration du prix de transport urbain de passagers de 25 F dans le District de Bamako et de 50 F au niveau périurbain ;
- le maintien dans 60% des trajets du prix actuel de transport interurbain de voyageurs et la variation de 16 à 20% du tarif de voyage sur les 40% restants ;
- une augmentation de 9% sur le prix de transport international de voyageurs sur 11 destinations et le maintien du prix actuel sur 23 destinations ;
- une augmentation de 2% sur le transport de marchandises uniquement sur les routes non revêtues.

Le nouvel index des prix des transports est disponible auprès des organisations socio-professionnelles de transporteurs, des compagnies de transport et des délégations régionales du Conseil Malien des Transporteurs Routiers.

Le Ministre des Transports et des Infrastructures assure la population que cette augmentation de tarifs de transport résulte de l'analyse des coûts d'exploitation des véhicules de transport public et constitue à cet égard un juste compromis entre les nombreuses charges que subissent les transporteurs et le pouvoir d'achat des Maliens.

Le Ministre invite par conséquent tous les transporteurs routiers à se conformer à ces nouveaux tarifs, afin d'amoinrir les souffrances de nos concitoyens en ces moments particulièrement difficiles pour notre pays.

Le Ministre en appelle à l'esprit de compréhension et au sens civique des usagers du transport routier et de tous les citoyens.

Bamako, le 09 mai 2022

Le Ministre,

Madame DEMBELE Madina SISSOKO

Officier de l'Ordre national

Sokolo, Diabaly, Dogofry : Des terroristes télépathiques !



Si vous demandez souvent à un habit de Sokolo, de Diabaly ou de Dogofry dans le cercle de Niono, région de Ségou, à savoir si les terroristes sont encore présents dans sa zone, il vous répond avec humour : « Ils vont partir où ? »

Selon un ressortissant de Sokolo que nous avons rencontré à Bamako, les terroristes sont bel et bien présents dans les zones de Sokolo, Diabaly et Dogofry. « Les populations de ces différentes localités sont au courant de cette présence massive des terroristes. Il ne se passe pas une journée sans que nous les voyons passer », a-t-il témoigné sous anonymat.

Selon lui, ces terroristes ne touchent plus aux autochtones. « Ils ne veulent pas voir l'armée malienne ; les forces étrangères, ainsi que toute autre personne étrangère des différentes villes ». A la question de savoir comment ces terroristes arrivent à distinguer les autochtones des étrangers, il répond : « Ils ont des complices dans chaque ville qui leur filent ces informations. »

La question "Qui sont ces complices ?" est restée sans réponse. « Ecoutez, même si je les connaissais, je ne pourrais pas les dénoncer ni à vous, ni à l'armée. C'est parce que nous sommes à Bamako que j'ai accepté d'échanger avec vous sur cette question de terrorisme. A Sokolo, Diabaly ou Dogofry, on ne connaît pas le mot terroriste ; on ne le prononce pas du tout en lieu public ; on n'en discute pas non plus. Parce que si vous osez parler d'eux, à la minute, ils (terroristes) vont venir vous chercher et vous avez la chance s'ils vous frappent seulement, sinon vous pouvez même ne plus revenir en famille. La seule chose que je vais vous dire, c'est que par hasard si quelqu'un vous dit que les terroristes ont quitté Sokolo, Diabaly ou Dogofry, ne l'écoutez pas du tout. Parce qu'il n'aura raconté que des bobards. Sinon, les terroristes sont là et cela est une réalité connue de tous dans la majeure partie du cercle de Niono », a-t-il ajouté avec un peu de nervosité mêlée à la déception.

Ousmane BALLO / Source : Ziré



Rentrée littéraire du Mali : L'événement se tiendra du 10 au 14 mai 2022 à Bamako, Sikasso, Djenné et Tombouctou



La 14ème édition de la Rentrée littéraire du Mali se tiendra du 10 au 14 mai 2022 à Bamako, Sikasso, Djenné et Tombouctou sous le thème : « Territoires et imaginaires ». L'information a été donnée, le jeudi 5 mai 2022, par les organisateurs lors d'une conférence de presse tenue au Restaurant « La Pirogue » de Bamako. Il ressort de cette conférence de presse que plusieurs manifestations littéraires et artistiques gratuites sont au programme de cette rentrée littéraire 2022.

Cette conférence de presse était animée par le directeur de la Rentrée littéraire du Mali, Ibrahima Aya, en présence de Sékou Fofana, responsable technique de la Rentrée littéraire du Mali, des partenaires techniques et financiers comme l'Union Européenne et d'autres personnalités. Selon le conférencier Ibrahima Aya, chaque rentrée littéraire est une nouveauté. « On met en valeur des nouveaux auteurs, des nouveaux livres. La Rentrée littéraire du Mali, c'est 100 manifestations littéraires et artistiques gratuites, c'est 6 universités d'accueilles, c'est 30 lycées d'accueils, c'est des écrivains des 5 continents qui arrivent pour débattre avec leurs homologues du Mali, c'est 40 000 jeunes des écoles des universités qui assistent à cet événement », a-t-il dit. Il a fait savoir que c'est un événement important dans l'agenda culturel africain qui mobilise beaucoup de monde. A ses dires, le choix du thème s'explique par le contexte difficile dans lequel le Mali vit. Malgré le contexte difficile du Mali, dit-il, l'événement continue d'accueillir des sommités de la littérature. A l'en croire, la Rentrée littéraire est un espace de débat sur les enjeux de société, un espace de promotion des auteurs, un espace de renforcement de capacité, de compétence. A cet effet, il a invité tous ceux qui sont intéressés par le livre à y prendre part. L'événement est certes décentralisé à travers la participation de certaines régions, mais, l'objectif, dit-il, est de couvrir tout le territoire malien. Pour que les Maliens aiment davantage la lecture,

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion : Ruine et chaos généralisé



La faculté est dans un état de déliquescence sans précédent, avec des années académiques sans tête ni queue aboutissant à six ans pour l'obtention de la licence au lieu de trois normalement.

Le constat est également amer et peu enviable. En effet, sur le plan académique, le retard et les chevauchements ont atteint un palier jamais égalé. Les anciens bacheliers attendent toujours les résultats des examens de passage ou de fin d'études. Beaucoup peinent pour obtenir leur licence. Au lieu de trois ans, il leur faut six ans. Les étudiants, las de subir, ont été obligés d'élever le ton lundi pour attirer l'attention des autorités de la Transition. L'application du système LMD ne peut réussir là où on refuse de construire des infrastructures et de recruter en nombre des enseignants mais également non plus là où on travaille à clochardiser les étudiants. L'arrivée de 11.000 nouveaux bacheliers de 2021 à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, sur une population de plus de 33.000 étudiants, va aggraver la situation, accroître davantage la pression sur les salles de classe et des amphithéâtres déjà insuffisants justifiant d'impossibles heures de cours allant de 7 h à 19 h presque tous les jours.

Grève illimitée des bacheliers 2021

Face à cette liste non exhaustive des difficultés quotidiennes des étudiants, seule l'issue d'une grève illimitée des nouveaux bacheliers pourrait garantir un minimum pour les études de tous, y compris les anciens. C'est pourquoi le comité de l'Association des élèves et étudiants du Mali (AEEM) que pilote Lamine Traoré a invité lundi les inscrits en première année de regagner la maison jusqu'à nouvel ordre et appelé les anciens à resserrer les rangs en vue d'engager de puissantes luttes contre la dégradation vertigineuse des conditions d'études.

Pour la défense ferme des intérêts matériels et moraux de ses mandants, le syndicat étudiant s'est déclaré ouvert à des discussions avec les autorités afin de trouver des solutions aux problèmes. Des salles à louer sont disponibles à travers la ville. Mais, pour l'instant son offre de dialogue n'a pas reçu d'écho favorable du gouvernement muré dans un lourd silence.

Fanfan / Source : L'Informateur

ajoute-t-il, il faut créer l'envie en rendant accessible les livres moins chers. Enfin, Ibrahima Aya dira que des prix littéraires (Moussa Sow, UE) seront décernés cette année.

Aguibou Sogodogo / Source : Le Républicain



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

SECRETARIAT GENERAL

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

APPEL A CANDIDATURE

Pour le recrutement d'un bureau de placement chargé du recrutement de personnel pour le compte de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Postes : d'un (01) Agent d'accueil et Orientation e/ quatre (04) Chauffeurs manutentionniste

I. CONTEXTE ET JUTIFICATION

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) a été créé par l'Ordonnance n° 2015-032/P-RM du 23 septembre 2015. C'est un outil d'amélioration de la gouvernance publique mis en place par l'Etat du Mali, d'une part, pour accélérer l'atteinte de ses objectifs de transparence et de bonne gestion des ressources publiques et, d'autre part, pour mettre en œuvre les obligations qui lui incombent en vertu des instruments communautaires, régionaux et internationaux de lutte contre la corruption et les infractions assimilées.

Aux termes de l'article 4 de l'ordonnance sus-indiquée, « l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagés au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

L'article 12 du Décret n°2015-0719/P-RM du 09 novembre 2015 portant organisation et modalité de fonctionnement de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite dispose en effet que « *Les ressources humaines nécessaires au fonctionnement du secrétariat général sont mises à la disposition de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite par décision du ministre en charge de la fonction publique.*

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite peut, en outre, recourir aux services d'agents contractuels recrutés ou nommés par le président. »

L'OCLEI, en application du principe d'égal accès aux emplois publics, procède généralement par appel à candidature pour les postes à pourvoir. Toute personne qui désire être recrutée peut donc faire acte de candidature selon son profil et ses compétences.

L'OCLEI dans son rapport d'activité 2022 a mis en perspective la politique de renforcement de capacités de son personnel (membres et personnel d'appui) et envisage d'optimiser ses effectifs qui consiste à avoir le nombre de collaborateurs compétents nécessaires pour atteindre les objectifs de performance de PFOCLEL

À ce titre, les présents termes de références sont élaborés pour le recrutement d'un bureau de placement chargé d'assister le secrétariat de l'OCLEI dans le recrutement du personnel **d'un (01) Agent d'Accueil et d'Orientation et de quatre (04) Chauffeurs manutentionnistes** dont la date d'entrée en vigueur est prévue pour le 1^{er} juin 2022.

Le chauffeur manutentionniste est chargé des tâches suivantes :

- conduire les véhicules de l'OCLEI pour le transport du personnel autorisé ;
- faire le dispatching et la collecte du courrier officiel à l'intérieur et à l'extérieur de l'OCLEI ;
- effectuer la manutention manuelle d'objets ou de toutes autres charges destinés aux Magasins ;
- effectuer les travaux de reprographie ;
- entretenir journalièrement les véhicules ;
- s'acquitter de toutes autres tâches de l'OCLEI qui lui seront assignées par la hiérarchie.

II. OBJECTIF

Recruter des candidats qualifiés répondant aux critères exigés par les TDR tout en respectant les principes d'indépendance, d'intégrité et de confidentialité du processus de recrutement/évaluation.

De manière spécifique, il s'agit d'assister l'OCLEI pour le recrutement :

- d'un (1) Agent d'Accueil et d'Orientation ;
- de quatre (04) Chauffeurs manutentionnistes.

III. TACHES DU BUREAU DE PLACEMENT

Les taches du bureau de placement sont :

- préparer et publier par voie de presse l'avis d'appel à candidature ;
- réceptionner les dossiers des candidatures obtenus ;
- constituer la liste (liste initiale) par poste à partir des réponses reçues, après élimination de toutes candidatures non éligibles ou sans intérêt pour les différents postes ;
- constituer une liste restreinte de candidats à partir d'une évaluation des CV des candidats de la liste initiale pour le poste des Chauffeurs manutentionnistes et pour le poste d'Agent d'accueil et orientation, sur la base de critères préétablis spécifiquement pour chacun des postes, d'une pondération préétablie des critères, et d'un score minimum à atteindre ;
- faire un test de sélection (écrit et/ou oral) des candidats sur la base de la liste restreinte ;
- proposer une liste de trois (03) pour le poste d'Agent d'accueil et d'orientation, de sept (07) candidats pour le poste des Chauffeurs manutentionniste classés par ordre de mérite à soumettre à l'OCLEI qui devra faire le dernier choix.

IV. METHODOLOGIE

Le Bureau de placement proposera sa propre méthodologie en s'appuyant sur les présents termes de référence. Toutefois, le bureau de placement tiendra compte des grandes lignes suivantes dans sa méthodologie :

- présélection des candidats conformément aux critères de base ;
- évaluation détaillée des CV des candidats présélectionnés et classement par ordre de mérite des
- trois (03) meilleurs candidats pour le poste d'Agent d'Accueil et d'Orientation et de sept (07) pour les Chauffeurs-manutentionnistes;
- test de personnalité en présence de deux (2) représentants de l'OCLEI ;
- entretien individuel des candidats en présence de deux (2) représentants de l'OCLEI.

La méthodologie proposée sera validée par l'OCLEI.

V. PRODUITS LIVRABLES

Le bureau de placement doit soumettre à chaque étape un rapport d'évaluation des candidats :

- rapport de présélection, incluant entre autres les CV avec les références, les lettres de motivations ;
- rapport d'évaluation détaillée sur chaque candidat présélectionné (résultats des évaluations des qualifications,

des tests de personnalité, des entretiens) incluant entre autres les CV avec les références, les lettres de motivation, les vérifications des références des candidats présélectionnés ;

- rapport final incluant les recommandations concernant les trois (3) et sept (7) meilleurs candidats par poste.

VI. MODALITES D'EXECUTION ET DUREE DE LA MISSION

Tous les membres de l'équipe du bureau de placement sont astreints aux obligations d'information de tout conflit d'intérêt dans le cadre du recrutement. Un avis de recrutement sera lancé par le bureau de placement dans les journaux d'annonces légales. Une copie de l'avis sera publiée sur le site web de l'OCLEI. Le bureau de placement procédera à l'évaluation tel que défini dans la description des tâches ci-dessus au point III. Tâches du bureau de placement et soumettra les résultats à l'OCLEI à chaque étape. Le rapport final de sélection, avec un classement par ordre de mérite (croissant), sera soumis aux fins de sélection finale à l'OCLEI.

VII. PROFIL DU CONSULTANT

Le bureau de placement doit répondre aux critères ci-après :

- disposer d'une expérience avérée d'au moins dix (10) ans en matière de recrutement de personnel ;
- justifier au moins quatre (4) missions similaires avec les preuves de copies des contrats (pages de garde et de signature et cachet) ;
- être un bureau de placement régulièrement inscrit au Mali avec la production de pièces administratives requises ;
- disposer d'au moins de deux (2) personnels clés ayant tous un diplôme de bac+4 au moins dans une spécialité de l'enseignement supérieur et ayant au moins cinq (05) ans d'expérience dans la gestion des ressources humaines et trois (3) missions similaires avec les preuves de contrats ou de services faits.

VIII. MODALITE DE SELECTION

Le bureau de placement sera sélectionné conformément aux procédures de sélection d'un bureau de placement avec l'application de l'article 54.4, alinéa 3 du code des marchés publics du Mali.

IX. FINANCEMENT

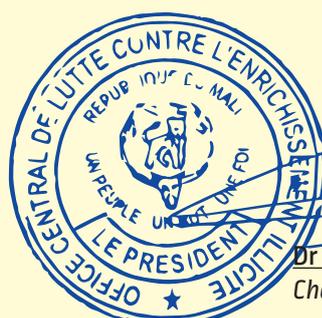
Budget de l'OCLEI

X. DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE (bureau de placement)

Les dossiers de candidature pour le bureau de placement peuvent être déposés sous pli fermé auprès de l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI au plus tard le 13 mai 2022 à 16 heures GMT.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines de l'OCLEI par **email** louologuem@oclei.ml ou par **contact : 76 26 41 38 / 66 02 26 91**.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.



Bamako, le **05 MAI 2022**
Le Président,


Dr Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Sahel : Pourquoi l'image de la France s'est considérablement dégradée

La France doit regarder en face son déclassement en Afrique et même le risque d'une "évacuation" si elle ne repense pas complètement sa stratégie globale au Sahel et en Afrique de l'Ouest en général, a estimé lundi 10 mai le chercheur Elie Tenenbaum.



Un rapport de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI) sur la stratégie globale de la France au Sahel a été publié ce mardi 10 mai. Le directeur du Centre des études de sécurité, le chercheur Elie Tenenbaum dresse un constat difficile pour Paris, mais dont doit émerger, selon lui, de nouvelles solutions pour éviter un effondrement de son influence dans la région.

Vous évoquez une "contre-performance stratégique" de la France au Sahel. Pourquoi ?

Elie Tenenbaum : On a une dynamique stratégique qui produit le contraire de ce qu'elle était censée produire. Elle a cherché à faire du partenariat, elle a produit de la friction, notamment avec le Mali. Elle a cherché à endiguer la dégradation sécuritaire, elle n'y est pas parvenue. Elle a cherché à préserver les intérêts de la France et on a (...) un sentiment anti-français exacerbé.

La France a-t-elle négligé les ambitions russes, turques, chinoises en Afrique ?

Elie Tenenbaum : On s'est focalisé essentiellement sur la lutte contre le terrorisme, qui a pris une place déterminante, presque aveuglante. Il y a une divergence de priorités stra-

tégiques avec des acteurs locaux qui peuvent être très opportunistes: un accord local avec les djihadistes peut être parfois moins inquiétant pour eux qu'une réforme du système électoral ou constitutionnel.

Par ailleurs, la conditionnalité démocratique nous met en porte-à-faux avec des régimes qui sont en plein recul sur ce point et n'hésitent pas à faire valoir la concurrence avec des compétiteurs qui eux ne conditionnent leur soutien à aucun critère intérieur. C'est l'offre russe et il y en a d'autres pas loin (Chine, Turquie, ndr).

C'est là qu'on touche du doigt la fameuse contre-performance ?

Elie Tenenbaum : L'opération militaire (Barkhane, ndr) n'a pas démerité. Le but affiché était de maintenir la pression sur les groupes terroristes et de développer des partenariats avec les armées locales – d'une façon générale, cela s'est fait. Mais d'autres aspects n'ont pas fonctionné: le retour de l'Etat au nord Mali, le choix d'accompagner un processus de paix dont on savait qu'il était vicié et la préservation des intérêts stratégiques français qui n'ont, bizarrement, jamais figuré dans les objectifs officiels. On a aussi eu ces dernières décennies beaucoup d'hésitations, de chan-

gements de pied, qui ont créé de la méfiance chez nos partenaires.

Comment inverser la dégradation de l'image de la France en Afrique ?

Elie Tenenbaum : Ce ne sera pas facile. Il faut réduire la visibilité de l'action militaire française qui agit comme un irritant pour les sociétés africaines.

Nous proposons de revenir à une logique de présence, avec un personnel militaire déployé pour longtemps, et non cette logique d'opérations extérieures qui crée une pression politique pour du résultat, déphasé avec l'agenda du partenaire.

Ensuite, il faut davantage assumer les intérêts politiques et économiques français pour désamorcer le discours conspirationniste. Ces intérêts existent, ils ne sont pas forcément mirobolants mais il faut les objectiver. Et pour autant, il ne faut pas oublier qui on est, l'offre de valeurs qui est la nôtre, est importante.

On ne va pas se mettre à faire ce que font les Russes. Donc il faut une plus grande sélectivité dans le choix des partenaires (...) et rentrer dans une logique d'appui : au renseignement, en logistique, au feu aérien voire à l'artillerie. Ce qu'on a fait par exemple avec les Irakiens ou ce qu'on fait, sans l'appui feu, avec les Ukrainiens.

Vous proposez aussi un commandement militaire intégré sur l'Afrique, à l'image de l'Africom américain, en quoi cela consiste-t-il ?

Elie Tenenbaum : On constate un millefeuille bureaucratique qui nuit à l'efficacité et au lien avec les partenaires et sur lequel se greffent plusieurs opérations militaires, à chaque fois avec des commandements différents. Créons un commandement unifié, qui va de la formation jusqu'à l'appui opérationnel sous une même vision.

Cela aurait l'avantage de donner un numéro de téléphone unique à la stratégie française en Afrique. L'idée est aussi de dégager des marges de manœuvres pour de nouveaux enjeux en Europe et en Indopacifique. On est à la fin d'un cycle (...). Si on continue sur la même lancée, il y a des risques d'évacuation stratégique forts de la France d'espaces importants et d'intérêts majeurs.

Source : TV5 Monde

Levée des sanctions contre le Mali : Faure en renfort

Sous l'embargo de la CEDEAO depuis le 9 janvier 2022, le Mali a sollicité le président togolais, Faure Gnassingbé, pour faciliter le dialogue avec les chefs d'Etat de l'organisation sous-régionale et ceux de la Communauté internationale dans le but de trouver un terrain d'entente pour la levée des sanctions politiques et économiques qu'il subit il y a bientôt quatre mois.

La mission dépêchée par les autorités maliennes était dirigée par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop. C'est au cours d'une visite de travail de deux jours (les 3 et 4 mai 2022) à Lomé au Togo que la délégation a sollicité la facilitation de Faure Gnassingbé auprès de la communauté internationale pour la recherche de solutions à la crise. « Nous avons, au nom du président de la Transition, sollicité le président Faure Gnassingbé pour faciliter le dialogue avec les acteurs régionaux et plus largement le dialogue avec l'ensemble de la communauté internationale pour trouver un compromis pouvant nous permettre de sortir de la crise », a eu à déclarer le chef de la diplomatie malienne.

En réponse, son homologue togolais, Robert Dussey, ministre des Affaires étrangères a rassuré : « Le président de la République a redit son soutien au peuple malien et a souhaité

que le Mali, ensemble avec la communauté internationale, puisse trouver un moyen rapide de sortie des difficultés dont les populations maliennes sont victimes. »

Après plusieurs échecs, le dialogue entre le Mali et ses partenaires sera donc bientôt relancé sous la conduite d'un nouveau médiateur. Ce qui pourrait certainement amener les différentes parties, notamment le Mali et la CEDEAO, à remodeler leurs positions pour trouver un accord visant à lever les sanctions contre le Mali. Mieux, l'on apprend que les négociables pourraient reprendre très bientôt sous l'impulsion du président togolais et que les chefs d'Etat de l'organisation sous-régionale semblent être prêts à des concessions. Ainsi, une nouvelle période pourrait être proposée au Mali allant de 18 à 20 mois.

L'ESPOIR PERMIS !

Le moment est arrivé de trouver cet accord tant attendu par le peuple des différents pays concernés, après déjà quatre mois de bras de

fer qui a produit des conséquences économiques terribles au sein des pays de l'espace partageant un corridor économique avec le Mali, notamment le Sénégal et la Côte d'Ivoire. Aujourd'hui, notre pays ne semble pas être le seul à solliciter la levée desdites sanctions. Ce qui fait que l'intervention de Faure Gnassingbé, dont le pays n'est pas géographiquement lié au Mali, peut-être déterminant auprès de ces collègues de l'espace. Il reste à savoir si les autorités maliennes ou la CEDEAO accepteront de faire des concessions afin de permettre cet accord qui va soulager l'ensemble du peuple africain.

Pour rappel, en mars 2022, la Conférence des chefs d'Etat a engagé les autorités de la transition à s'inscrire dans une période complémentaire de 12 à 16 mois arrêtée par l'équipe technique de la CEDEAO/UA/NU pour l'extension de la transition tenant compte des activités nécessaires à l'organisation de l'élection présidentielle. Ce délai complémentaire court à partir du 15 mars 2022. Au même moment, les autorités maliennes ont annoncé 24 mois comme délai raisonnable pour renforcer la sécurité du pays ; mener des réformes politiques et organiser des élections crédibles, transparentes et fiables. Mais, cette proposition a été jugée inacceptable et rejetée par les chefs d'Etat de l'organisation sous-régionale. Dès lors, le statu quo demeure.

Ousmane BALLO
Source : Ziré



Pour une presse libre et efficace : Bandiougou Danté propose...

A l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de presse, célébré chaque date du 03 mai, la Maison de la Presse a organisée le 08 mai 2022, une Conférence-débat sur le thème : « État de la liberté de la presse en cette période de transition au Mali ». Dans son intervention, le président de la Maison de la Presse, Bandjougou Danté, estime que deux possibilités s'offrent aujourd'hui au Gouvernement. Il s'agit de continuer sa stratégie de l'indifférence, d'appauvrissement de la Presse au profit de supports éphémères ou de s'engager dans l'adoption des nouveaux textes qui permettront de rendre la société saine et épanouie.



Lors de la cérémonie d'ouverture présidée par Gaoussou Drabo, membre de la Haute Autorité de la Communication (HAC), le président de la Maison de la Presse, Bandjougou Danté, a tenu à rappeler : « Nous célébrons cette journée dans un contexte marqué par la disparition prolongée du journaliste Birama Touré depuis six ans, l'enlèvement et la détention forcée de Hamadoun Nialibouly de la radio Dandé de Douentza depuis le 27 septembre 2020 ; de Moussa Bana Dicko de la radio DandéHairé de Boni ; d'Olivier Dubois, journaliste français vivant au Mali depuis dix ans avec sa famille et enlevé le 8 avril 2021. Nous avons maintes fois attiré l'attention des plus hautes autorités de notre pays sur leur situation. »

Parlant de la précarité du secteur, Bandiougou Danté n'a pas hésité à interpeller les autorités. « L'occasion est aujourd'hui bonne de le rappeler. Chers confères, nous célébrons cette journée dans un contexte marqué également par la précarité sans précédent dans laquelle est plongée la presse malienne. Cette précarité a comme conséquences la parution irrégulière des journaux, la diminution des heures d'émissions des radios sinon leur fermeture pure et simple, l'incertitude sur la vie même des Télévisions contrôlées aux lourdes charges et à une concurrence déloyale impitoyable ; une presse en ligne qui ne demande que l'adoption de ses textes permettant de nettoyer son espace », a-t-il ajouté.

Le président de la Maison de la Presse a aussi

apprécié la teneur du thème choisi qui cadre parfaitement avec la réalité nationale du moment. « Le monde actuel connaît une évolution rapide dans le domaine des médias. Cette évolution est rendue possible grâce au développement spectaculaire des nouvelles technologies de l'information, de la communication et du triomphe des médias sociaux », a-t-il reconnu.

Aussi, Bandiougou Danté a interpellé la Haute Autorité de Communication en ces termes précis : « Après la révolution de mars 1991, des conditions très favorables sont créées pour l'autorisation et l'exploitation des médias. Le pays s'est retrouvé rapidement avec un nombre important de parutions de plus de 200 journaux ; de radios de proximité près de 500 ; une quarantaine de chaînes de télévisions ; un nombre important de site d'informations. À partir de 2014, la Haute Autorité de la Communication (HAC) a vu le jour. Son défi premier était d'assainir le secteur des médias, notamment celui des radios par la régularisation de leur situation administrative ; le blocage des créations anarchiques et le suivi des contenus parfois scandaleux. En réalité, la HAC n'a pas échappé à la soif de création d'organes dans un pays où le média est loin d'être une vraie entreprise. »

Pour le président de la Maison de la Presse, le défi premier pour le développement des médias reste l'adaptation des textes aux réalités du monde actuel. Il trouve que plusieurs questions y sont abordées, notamment la redéfinition du statut de journaliste ; les projets de loi sur la presse en ligne ; la dépenalisation des délits de presse ; l'aide publique aux médias ; la loi d'accès à l'information...

« Aujourd'hui, du haut de cette tribune, nous invitons le gouvernement de Transition à faire le choix d'une refondation réelle qui ne nécessite pas des discours et des slogans, des actions spectaculaires aux conséquences futures dangereuses, mais des actes concrets, visibles, mesurables et appréciables. Deux possibilités s'offrent au gouvernement : continuer sa stratégie de l'indifférence, d'appauvrissement de la presse au profit de supports éphémères ou s'engager dans l'adoption des nouveaux textes qui permettront de rendre notre société saine et épanouie », a-t-il lancé.

Amadou Kodio
Source : Ziri

Communiqué du Conseil des Ministres du mercredi 11 mai 2022. CM N°2022-21/SGG

Le Conseil des Ministres s'est réuni en session ordinaire, le mercredi 11 mai 2022, dans sa salle de délibérations au Palais de Koulouba sous la présidence du Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition, Chef de l'État.

Après examen des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a :

- adopté des projets de texte ;
- procédé à des nominations ;
- et entendu des communications.

AU CHAPITRE DES MESURES LEGISLATIVES ET REGLEMENTAIRES

1- Sur le rapport du ministre de l'Économie et des Finances, le Conseil des Ministres a adopté :

- a. un projet de décret portant approbation du marché relatif au recrutement d'un consultant pour la fourniture de services d'audit des mines d'or en activité au Mali.

Le marché est conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Groupement Iventus Mining et Mazars Sénégal pour un montant toutes taxes comprises de 997 millions 762 mille 705 francs CFA et un délai d'exécution de cent vingt (120) jours.

La réalisation de cet audit permettra au Gouvernement d'avoir plus de visibilité sur les ressources minières en vue d'une meilleure planification pour améliorer les revenus potentiels.

Le marché est entièrement financé par le budget national sur l'exercice budgétaire 2022.

- b. un projet de décret portant approbation de l'avenant n°1 au marché relatif au recrutement d'un bureau pour la réalisation des études de bathymétrie et de topographie pour le compte du Projet de Réhabilitation Econo-

mique et Environnementale du Fleuve Niger.

Le marché a été conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et le Groupement DN&T SINTEGRASID INGENIEUR CONSEIL.

Le présent avenant intervient pour changer le chef de file du groupement et le numéro du compte bancaire devant recevoir les paiements dus au consultant au titre du marché.

Il est sans incidence sur le montant et sur le délai d'exécution du marché initial.

- 2- Sur le rapport du ministre de l'Urbanisme, de l'Habitat, des Domaines, de l'Aménagement du Territoire et de la Population, le Conseil des Ministres a adopté un projet de décret fixant les modalités de confection, d'organisation et de fonctionnement du cadastre, d'enquêtes foncières et d'évaluation immobilière.

Le Gouvernement a initié en 2016 la réforme domaniale et foncière suite aux états généraux du foncier tenu, du 7 au 12 décembre 2009. L'objectif de la réforme est de refonder les rapports sociaux en vue d'asseoir la paix et la stabilité sociale,

de mettre la terre au service du développement, d'appuyer la bonne gouvernance de l'État et de lutter contre la spéculation foncière.

Cette réforme a abouti à l'adoption de l'Ordonnance n°2020-014/PT-RM du 24 décembre 2020, modifiée, portant loi domaniale et foncière qui prévoit qu'un décret pris en Conseil des Ministres fixe les modalités de confection, d'organisation et de fonctionnement du cadastre, d'enquêtes foncières et d'évaluation immobilière.

Le cadastre, état civil de la propriété foncière, assure la garantie de la propriété foncière et sert de base aux grands travaux d'aménagement du territoire. Il a pour but de confectionner les documents administratifs et les plans en procédant :

- au recensement de toutes les propriétés foncières ;
- à la reconnaissance et la définition de leurs limites ;
- à la constatation de leur mise en valeur ;
- et à leur évaluation en vue de l'assiette fiscale foncière.



L'adoption du présent projet de décret permet de combler les insuffisances du cadre réglementaire actuel en apportant plusieurs innovations, notamment :

- la prise en charge des fichiers numériques dans la documentation cadastrale;
 - la normalisation des échelles et des feuilles des documents graphiques cadastraux ;
 - la réglementation des modalités et des conditions d'accès aux données du cadastre, des enquêtes foncières et de l'évaluation immobilière.
- 3- Sur le rapport du ministre des Affaires Religieuses, du Culte et des Coutumes, le Conseil des Ministres a adopté :
- a. un projet de décret fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Maison du Hadj ;
 - b. un projet de décret fixant les conditions d'organisation du pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam.

Le Pèlerinage est l'un des cinq piliers de l'Islam dont l'accomplissement est obligatoire pour tout musulman qui remplit les conditions fixées en la matière.

L'organisation du Hadj avait toujours été assurée par le Gouvernement avant son ouverture à partir de 1999 aux agences de voyage privées compte tenu du nombre de pèlerins sans cesse croissant d'année en année.

Les rapports des différentes missions de contrôle ont révélé des difficultés dans l'organisation du Pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam.

Pour pallier ces difficultés, le Gouvernement a adopté l'Ordonnance n°2022-012/PT-RM du 1er avril 2022 portant création de la Maison du Hadj avec pour mission d'assurer l'organisation et la gestion du Pèlerinage aux Lieux Saints de l'Islam.

L'adoption des présents projets de décret permet de mieux encadrer l'organisation

du Pèlerinage et à la Maison du Hadj de jouer pleinement son rôle.

AU CHAPITRE DES MESURES INDIVIDUELLES

Le Conseil des Ministres a procédé aux nominations suivantes :

AU TITRE DE LA PRIMATURE :

- Contrôleurs des Services Publics : Monsieur Chaka BAGAYOKO, Inspecteur des Finances ; Madame SANOGO Djéneba M. DIARRA, Administrateur civil, Membre du Corps préfectoral ; Commissaire Divisionnaire de police Luc KONE ; Monsieur Seydou KONATE, Inspecteur des Finances ;

AU TITRE DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE :

- Chef de Cabinet Monsieur Amadou MACINA, Juriste ;
- Chargé de mission Monsieur Cheick Ahmed Tidjane SYLLA, Informaticien.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HOTELIERE ET DU TOURISME :

- Directeur Général du Centre National de Cinématographie du Mali : Monsieur Fousseyni MAIGA, Journaliste réalisateur.

AU CHAPITRE DES COMMUNICATIONS

- 1- Le Ministre de la Sécurité et de la Protection civile a informé le Conseil des Ministres des enquêtes en cours suite à l'assassinat de madame Ramata TOGOLA, directrice du premier cycle B du groupe scolaire de Kangarè à Selingué dans la matinée du 29 avril 2022. L'enquête a permis l'interpellation de trois suspects.

Le Gouvernement rassure les populations que tout sera mis en œuvre pour élucider les faits et traduire les responsables devant la justice.

- 2- Le Ministre de l'Environnement, de l'As-

sainissement et du Développement durable a informé le Conseil des Ministres de circonstance de mort de faune aquatique dans la Région de Bougouni. Il s'agit de la présence de cadavres d'animaux dans le marigot "Diarratou" près du village de Morila.

La mission dépêchée par le Gouverneur de la Région de Bougouni sur les lieux a constaté le cadavre de quatre (04) crocodiles sans tête, l'état de putréfaction très avancé des animaux morts, des signes de braconnage sur les crocodiles.

En attendant les résultats des analyses d'eau en cours par le Laboratoire national des Eaux, un Comité de suivi a été mis en place par les Autorités administratives pour veiller au respect des recommandations formulées, notamment :

- l'arrêt le déversement de l'eau de la carrière principale ;
- le renforcement la surveillance le long du canal d'évacuation de l'eau de la carrière jusqu'à la rivière Bagoé ;
- l'analyse mensuelle des paramètres physico-chimiques de l'eau du canal jusqu'à la rivière Bagoé ;
- la communication des résultats des analyses aux Autorités administratives.

Le Gouvernement rassure les populations que les enquêtes sont en cours pour identifier l'origine de ce phénomène.

- 3- Le ministre de la Santé et du Développement social a informé le Conseil des Ministres de l'évolution de la maladie à Coronavirus marquée par une diminution du nombre de cas testés positifs par rapport à la semaine précédente.

Le Président de la Transition, Chef de l'État a cependant rappelé la population au respect strict des mesures de prévention et de lutte contre la maladie.

Bamako, le 11 mai 2022
Le Secrétaire général du Gouvernement,

Mahamadou DAGNO
Officier de l'Ordre national

Fête de l'Europe 2022 à Bamako : L'émouvant discours de S.E Bart Ouvry



C'est en présence de plusieurs personnalités maliennes et étrangères que son Excellence Bart Ouvry, Ambassadeur de l'Union Européenne au Mali a formulé avec émotion six (6) espoirs pour le Mali et son peuple dont il est tombé amoureux dès les premières heures de son arrivée à Bamako en 2019. Il a ainsi œuvré afin que la présence de l'Europe aux côtés du Mali soit d'un apport de premier plan dans la recherche de la paix et de la lutte contre l'insécurité.

A l'occasion de cette Fête de l'Europe 2022 à

Bamako, l'Ambassadeur de l'Union Européenne a rassuré que l'UE restera aux côtés du Mali et de son peuple pour relever le défi de la paix et du développement socioéconomique durable afin que le Mali retrouve sa place dans le concert des nations démocratiques.

Aussi, cette cérémonie a été l'occasion pour la délégation de l'UE de faire découvrir, comme elle sait le faire, des talents artistiques du Mali et du Tchad, dont les prestations ont émerveillé les invités de marque qui étaient essentiellement des membres du gouverne-

ment, des hautes personnalités de l'administration, des diplomates et des leaders politiques et d'opinions.

(Lire en encadré l'Allocution de Bart Ouvry, Ambassadeur de l'UE au Mali à l'occasion de la célébration de la Fête de l'Europe à Bamako, 10 mai 2022)

■ La rédaction

L'Allocution de Bart Ouvry, Ambassadeur de l'UE au Mali à l'occasion de la célébration de la Fête de l'Europe à Bamako, 10 mai 2022



C'est la première réception de Fête de l'Europe depuis 2019, heureux de revoir les amis de l'Europe au Mali réunis ce soir.

J'arrive à presque trois ans de mandat au Mali et c'est un moment pour moi d'exprimer notre solidarité et de commémorer les victimes de violences au Mali, avec une minute de silence. Cette minute de silence est également dédiée aux victimes de l'invasion russe en Ukraine. Derrière moi vous voyez non seulement le drapeau malien et européen, mais également le drapeau ukrainien. Je vous demande une minute de silence et de solidarité. (...)

Mais aujourd'hui est une journée de fête, la fête de l'Europe, moment de célébrer le partenariat, la solidarité et l'amitié entre le Mali et l'Union européenne. Je crois qu'il convient de ne pas forcément regarder dans

le rétroviseur, mais de partager avec vous quels sont mes espoirs et mes ambitions pour l'année à venir, qui sera la dernière année de mon mandat au Mali. Un mandat humainement et professionnellement déjà très riche, qui a commencé en septembre 2019.

Je formule six espoirs, six ambitions pour l'année à venir.

1. J'espère que pendant l'année à venir les Maliens vont trouver le moyen de mieux vivre ensemble. Dans quelques jours se déroulera à Tombouctou le « Festival Vivre Ensemble », que nous appuyons, et je suis convaincu, plus que jamais, que la crise sécuritaire que vit le Mali est avant tout une question de mieux vivre ensemble. C'est pourquoi l'Union européenne au Mali soutient des initiatives de médiation. Nous ap-

puyons la montée en puissance de la société civile. Nous soutenons la formation des jeunes Maliens dans une école politique, dont certains jeunes personnes présentes ici ce soir ont tiré des leçons très utiles. Nous soutenons les médias, particulièrement les jeunes blogueurs qui offrent une vision indépendante et fraîche sur l'actualité du pays. Permettez-moi de rappeler que ces efforts de médiation, ces formations et ces entraînements sont essentiellement l'œuvre de Maliens. Nous les appuyons dans un but d'augmenter les capacités locales.

2. J'espère que pendant l'année à venir les Maliens vont renouer des relations constructives avec la CEDEAO. Les défis ne manquent pas pour le Mali et je suis intimement convaincu que Bamako a besoin de tous les appuis possibles, y compris des

pays de la région. Il me semble qu'un accord est à portée de main et est de nature à enlever un grand nombre d'obstacles à notre coopération. L'intégration régionale est par ailleurs au cœur du projet européen et est la pierre angulaire de la stabilité en Europe. Je crois qu'il peut en être de même pour le Sahel, pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique globalement.

3. J'espère que pendant l'année à venir les 320.000 jeunes Maliens, je répète les 320.000 jeunes Maliens qui chaque année arrivent sur le marché de travail, seront mieux outillés pour se faire une place dans la société. L'Union européenne au Mali vient d'annoncer un appui à plusieurs filières en matière agro-industrielles pour lesquelles nous voulons améliorer les conditions de travail, d'investissement et d'exportation. Vous qui vivez ici savez que le Mali produit les meilleures mangues au monde. C'est une bonne chose mais il faut créer les infrastructures et un environnement réglementaire pour les exporter et créer de la plus-value. Pour ce faire, nous voulons plus que jamais nous baser sur un secteur privé performant, ce qui est la meilleure manière d'assurer la durabilité du développement national.

4. J'espère que pendant l'année à venir les forces de sécurité maliennes vont continuer leur action avec l'appui de nos deux missions, EUTM, la mission d'entraînement militaire, et EUCAP Mali, la mission d'entraînement civil au profit de la Garde nationale, de la Gendarmerie et de la Police. J'espère aussi que l'UE pourra continuer à créer des infrastructures nécessaires au bon fonctionnement des forces de sécurité, par exemple par des efforts en faveur des postes frontières dans le Sud du Mali. Certes nous avons un différend sur le rôle que jouent depuis le début de l'année des éléments russes qui sont dans le Centre du Mali aux côtés des FAMA. Mais nous nous attendons à ce que les forces de sécurité jouent pleinement leur rôle de protection des civils et de retour de l'autorité de l'Etat sur tout le territoire avec le professionnalisme et le

respect des droits humains qui leur incombe. Tout compte fait, une paix durable passe par une stratégie pour regagner les cœurs et les esprits de tous Maliens et donc en établissant une relation de confiance entre les citoyens, quels que soient leurs appartenances et leurs convictions, et les représentants de l'Etat.

5. J'espère que pendant l'année à venir les services publics se renforceront progressivement sur tout le territoire de l'Etat, au Centre comme au Nord ou au Sud, dans les villes comme dans les campagnes. L'UE engage cette année des fonds pour un appui au retour des services sociaux de base au bénéfice des Maliens : accès à l'eau, éducation de qualité et services de santé. Si nous voulons gagner les cœurs et les esprits des populations, il importe de leur offrir les services et les opportunités nécessaires, particulièrement pour assurer le bien-être et l'avenir des personnes les plus vulnérables, femmes et enfants. Nous le faisons dans un cadre « Team Europe » en coordination étroite, avec les états membres de l'Union européenne présents au Mali qui ont chacun une action exceptionnelle au service des populations maliennes.

6. Finalement, sur une note plus personnelle, j'espère avec mon épouse Carine, pouvoir découvrir encore davantage le Mali.

Nous voulons visiter et revisiter la beauté naturelle des paysages maliens, le fleuve Joliba toujours majestueux, ses champs de riz généreux, ses collines parfois vertes et parfois arides mais aux pieds desquelles on trouve toujours un verger ou potager fertile. L'Union européenne s'engage par ailleurs pour la biodiversité, par exemple en travaillant avec les communautés locales du Gourma pour la préservation des éléphants. Dans le cadre du prochain cycle de coopération nous voulons travailler avec les Maliens sur la Grande Muraille verte qui doit mettre un terme à la désertification du Sahel. J'espère visiter les villes maliennes et découvrir la richesse des monuments et manuscrits anciens, à Tombouctou et ailleurs. J'espère découvrir plus de musiciens, de plasticiens et troupes de danse et de théâtre. Et comme vous le savez nous inaugurons ce soir la Rentrée littéraire du Mali sur le thème « Territoires et imaginaires ». Dans ce cadre nous allons vous remettre à la sortie de cette soirée la publication « Écrivaines du Mali, vie et œuvres ». Certaines parmi elles sont présentes ce soir, j'espère que vous allez les rencontrer et apprécier leurs œuvres autant que moi !

Vive la coopération entre le Mali et l'Union européenne.

Vive l'amitié entre les peuples maliens et européens.



Mise en valeur des potentialités agricoles :

Les acteurs du monde rural se penche sur la problématique

Le ministre du Développement rural, Modibo Keita a présidé, le mardi 10 mai 2022, la cérémonie d'ouverture de l'atelier national d'examen et de validation du rapport provisoire de formulation de la seconde phase du programme national de proximité PNIP2, à l'hôtel ex Radisson.



Pour le directeur national du génie rural, Alhassane Aghatam, le document de programme national d'irrigation de proximité a été initié par le Mali depuis Mars 2021. « **La 1ère phase est achevée et nous sommes là pour l'adoption du document de la 2ème phase. L'objectif du programme national d'irrigation de proximité est de mettre en valeur les potentialités agricoles qui existent au niveau des zones, des bas-fonds et des plaines. C'est un programme qui consiste à faire des aménagements de périmètres irrigués villageois, des périmètres maraichers et aussi à construire des micros-barrages pour la retenue d'eau et construire des pistes rurales. C'est donc à la fois un projet d'agriculture mais aussi de désenclavement** », a-t-il expliqué.

Le directeur national du génie rural, en plus des acquis du programme, a aussi évoqué les difficultés rencontrées. « **Nous avons environ 6000 demandes qui n'ont pas été satisfaites, mais nous gardons l'espoir que**

nous allons résorber ces difficultés si toutefois nos partenaires et le gouvernement de la République du Mali mettent l'argent pour encourager les partenaires au développement, et montrer aussi que c'est à travers la maîtrise totale de l'eau que nous pouvons lutter efficacement contre le changement climatique », a-t-il dit.

Pour sa part, le représentant de l'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne a salué les autorités maliennes pour leur engagement à travers le ministère de tutelle et à travers aussi la mobilisation des ressources tant naturelles, qu'humaines et financières, qui seront très importantes pour la suite de ce programme qui sera validé. « **Il est important de créer autour de ce programme un cadre harmonisé afin de pouvoir attirer tous les différents partenaires, les différents investissements autour d'un engagement très fort, des indicateurs très forts, des résultats attendus très forts qui vont faire avancer l'agriculture irriguée**

mais aussi l'agriculture durable », a-t-il expliqué.

Dans ses propos introductifs, le ministre du Développement rural, Modibo Keita, a mis le curseur sur le changement climatique. Selon lui, la seule solution pour lutter contre la pauvreté dans le monde rural reste l'irrigation de proximité. « **En raison des enjeux néfastes liés aux effets des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle et en vue de développer la résilience de notre système agricole pour une réalisation du potentiel économique de l'irrigation de proximité dont dispose notre pays, le gouvernement de la République du Mali a décidé en mars 2012 de concevoir ce programme national d'irrigation de proximité pour le bonheur des communautés rurales** », a-t-il mentionné.

Le ministre Keita a rappelé que l'évaluation à mi-parcours du programme entre septembre 2018 et février 2019 a mis en exergue la pertinence de ses actions, notamment leurs conditions positives à la création et au renforcement des moyens d'existence durables pour les communautés rurales. La mise en valeur agricole des aménagements réalisés a aussi contribué à la diminution du déficit céréalier particulièrement dans les zones bénéficiaires des aménagements.

Par ailleurs, il faut savoir que l'objectif du programme est de permettre à la population rurale du Mali d'exploiter le potentiel d'irrigation de proximité pour une augmentation des revenus et de contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle par une agriculture productive, diversifiée et durable. En effet, les effets des changements climatiques ont beaucoup impacté les communautés rurales. L'agriculture irriguée, plus particulièrement l'irrigation de proximité a vu donc le jour en mars 2012 dans le but de permettre aux producteurs, aux exploitants agricoles de cultiver même en contre saison afin de réduire la pauvreté et promouvoir la création d'emplois et assurer la sécurité alimentaire.

La validation des recommandations a été faite au niveau régional, il reviendra aux acteurs nationaux à travers cet atelier de valider le rapport de la phase II. Pour rappel le Programme d'Irrigation de Proximité visait à l'échéance de 10 ans l'aménagement de 132 000 ha.

■ Ibrahim Sanogo



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

Mali : L'organe législatif entame des consultations sur une nouvelle loi électorale

L'organe législatif nommé par les autorités maliennes, dominées par les militaires, a entamé depuis quelques jours des consultations en vue d'une nouvelle loi électorale, a-t-on appris mardi auprès de l'institution, alors qu'une date pour des élections reste un point d'achoppement crucial entre la junte et les Etats ouest-africains.

Ces Etats ouest-africains ont pris le 9 janvier une série de mesures économiques et diplomatiques vigoureuses à l'encontre du Mali pour sanctionner l'intention de la junte de se maintenir au pouvoir encore plusieurs années, après deux putschs en août 2020 puis en mai 2021. La junte a opté pour une transition de deux ans alors que la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) demande à Bamako d'organiser des élections en 16 mois maximum. Le projet de loi gouvernemental a été déposé le 6 décembre 2021 au Conseil National de Transition (CNT) malien, contrôlé par les militaires, qui tient lieu de Parlement. "Nous avons commencé les (consultations) sur le projet de la nouvelle loi électorale. La Commission Loi du CNT va donner la parole à toutes les sensibilités politiques et sociales de notre pays", a affirmé mardi à l'AFP le président de la Commission des lois du CNT, Souleymane Dé. "Le but est

d'avoir une loi consensuelle pour sortir le pays des crises récurrentes liées à la mauvaise organisation des élections. C'est après les (consultations) qui peuvent prendre le reste du mois de mai que les membres du CNT vont se prononcer sur la loi, avant son adoption ou son rejet au cours d'une plénière", a dit M. Dé. Cette nouvelle loi électorale est actuellement soumise aux acteurs politiques et de la société civile. Plusieurs ex-hauts responsables gouvernementaux et administratifs ont été auditionnés depuis vendredi, selon M. Dé. Le nouveau texte crée une Autorité indépendante de gestion des élections (AIGE). "Tout membre des forces armées ou de sécurité qui désire être candidat aux fonctions de président de la République doit démissionner ou demander son départ à la retraite au moins six mois avant la fin du mandat en cours du président de la République", selon le projet de loi. Le Mali est le théâtre depuis 2012 d'opérations de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda et à l'organisation Etat islamique, ainsi qu'à des violences de toutes sortes perpétrées par des milices autoproclamées d'autodéfense et des bandits. Les forces régulières sont elles-mêmes accusées d'exactions. Ces violences, parties du nord en 2012, se sont propagées au centre, puis au Burkina Faso et au Niger voi-

sins. Elles ont fait des milliers de morts civils et militaires ainsi que des centaines de milliers de déplacés, malgré le déploiement de forces onusiennes, françaises et africaine. Trente-deux femmes d'un village dans la région de Djenné (centre, région actuellement un des foyers de la crise sahélienne) ont été brièvement enlevées vendredi par un groupe de jihadistes, a indiqué mardi à des journalistes la ministre malienne de la Famille, Founè Coulibaly. Selon la ministre, deux groupes de femmes (l'un collectant du bois de chauffe et l'autre participant à une pêche collective) ont été enlevés. Alerté sur cet incident, un groupe de chasseurs traditionnels locaux est alors parti à leur recherche. Après des échanges de tirs, les jihadistes ont pris la fuite et relâché ces femmes, a rapporté la ministre. La Commission Nationale des Droits de l'Homme (CNDH) du Mali a exprimé dans un communiqué "sa vive préoccupation face à ces graves abus des droits humains", rappelant l'obligation de l'Etat de "faire respecter les droits fondamentaux" des Maliens, et "singulièrement" ceux des femmes en période de conflit

Source : AFP



Accusé d'être l'instigateur des sanctions de l'UEMOA : ATIR invite l'Etat à poursuivre Macron...

La Conférence des Présidents de l'Alliance pour une Transition Intelligente et Réussie (ATIR) invite, dans sa déclaration signée ce lundi 9 mai 2022, les autorités maliennes à poursuivre le président français Emmanuel MACRON, de crime de guerre économique contre le Peuple malien pour avoir été l'auteur des mesures de l'UEMOA. En outre, l'ATIR salue la décision de la Transition de dénoncer l'Accord de défense entre le Mali et la France qui a un esprit impérial.



DÉCLARATION D'ATIR CONCERNANT LA DÉNONCIATION DE L'ACCORD DE DÉFENSE AVEC LA FRANCE.

La Conférence des Présidents de l'Alliance pour une Transition intelligente et réussie (ATIR), lors de sa réunion du samedi 7 mai 2022, entre autres, a examiné avec soin la situation politique et socio-sécuritaire de notre pays.

ATIR est préoccupé par la situation conflictuelle qui perdure entre la CEDEAO et la République du Mali. Elle suggère au gouvernement de créer toutes les conditions idoines et immédiates pour mettre fin à cette situation préjudiciable, délétère et pleine d'incertitude pour l'équilibre et l'avenir de notre pays.

ATIR félicite le Président de la Transition d'avoir pris l'initiative de demander à la République sœur du Togo d'assurer la médiation entre le Mali et la CEDEAO et remercie le Président Faure Gnassingbé EYADEMA d'avoir bien accepté cette tâche délicate.

Quant aux relations BAMAKO-PARIS, dont il est bien compris que les peuples du Mali et de la France n'ont aucun contentieux à régler. Mais le TRIO-MLP où Trio-Macron, Le Drian, Parly, trio néfaste, s'il en est, pour le Mali, sont singulièrement responsables de cette escalade diplomatique entre nos deux pays.

Depuis la révolution de palais du 24 mai 2021, ces trois personnages rivalisent d'insultes publiques contre le Chef de l'État du Mali et... toutes les Autorités du Mali et sans aucune retenue, allant jusqu'à proclamer partout qu'ils ne reconnaissent pas les Autorités de la Transition malienne et qu'ils ne collaboreront pas avec les FAMA pour rester et combattre les terroristes au Mali !

Mais quelle sottise doublée de vanité, relents nauséabonds de la pensée du colon persuadé que ces « pauvres petits africains » ne sauraient rien faire sans lui !

C'est cette folie qui a allumé le courroux de tous les patriotes maliens pour qui, le TRIO-MLP se croit toujours au temps de leur mercenaire à faire les coups d'État en « AOF et AEF », le triste Bob Denard qui disait ; « avec

200 hommes, je peux faire un coup d'État partout en Afrique francophone » ! Monsieur Macron est l'auteur des mesures de l'UEMOA contre le peuple malien et on le voit qui verse des larmes de caïman pour le peuple ukrainien. L'État malien doit poursuivre Emmanuel Macron pour crime de guerre économique contre l'innocent peuple malien.

En outre, M. Emmanuel Macron profite de l'Accord de défense Mali-France pour violer continuellement l'espace aérien et la souveraineté du Mali, pour introduire et faire sortir ce qu'il veut dans notre pays à notre insu, pour surveiller nos installations sensibles par ses drones (cas de Gossi), pour demeurer au Mali, alors que c'est lui-même qui a décidé, tout seul, d'en partir !

L'Alliance demande aux Maliens de citer un seul acte posé par Barkhane qui reste dans nos mémoires et qui va dans le sens du retour de la paix et de la sécurité au Mali, dans le sens de la lutte à mort contre les ennemis de notre Nation, pendant près de 10 ans de présence dans notre pays ? Enfin l'agenda politique de M. Macron a été découvert et il s'est fait prendre à son propre jeu.

Au lieu de nous aider à ramener la paix au Mali, Macron fait la guerre aux Autorités maliennes et au peuple malien, met en danger la cohésion de notre nation et l'intégrité de notre territoire, dresse les nations Ouest-africaines les unes contre les autres et alimente essentiellement, par ses actes puérils, l'incompréhension entre les peuples maliens et français.

L'Alliance rappelle à l'ensemble du Peuple malien et des Autorités, comme nous l'avons déjà fait en février 2022, la plus grande vigilance et maîtrise face aux provocations, aux manipulations et actes de propagandes incessants que la France et Barkhane mettent en œuvre depuis le jour où elles ont décidé, unilatéralement, de quitter notre sol.

ATIR salue enfin l'acte courageux, correspondant à la « petite fierté patriotique » que l'Alliance demande, de notre gouvernement qui a dénoncé l'Accord de défense impérialiste entre le Mali et la France, le 2 mai 2022.

Vive les FAMA.

Vive le Mali Éternel.

Bamako, le 09 mai 2022

Le Président d'ATIR

Pr El Hajj Younouss Hamèye DICKO

Source : Info-Matin

Mouvement EMK : Le putsch Cheick Oumar Sissoko out ?

Des responsables du mouvement Espoir Mali Kura (EMK) étaient, le mardi 10 mai 2022, face à la presse, au mémorial Modibo Keita. Objectif : la reprise en main du mouvement EMK après les « dérives » Cheick Oumar Sissoko, qu'ils disent avoir destitué et qui devient de ce fait, pour eux, l'ancien coordinateur.

Le ton de cette activité a été donné par le président Boubacar Karamoko Traoré, membre du mouvement EMK et vice-président du M5-RFP. Dans une déclaration liminaire, il a signalé que le point de presse coïncide avec l'anniversaire de l'an 2 du mouvement Espoir Mali Kura. L'initiative d'Espoir Mali Kura, est certes l'œuvre de quelques citoyens maliens patriotes qui ont cru que le combat vaut la peine d'être mené même au prix du sacrifice ultime et que la victoire était possible. La pertinence du projet politique d'EMK, sa vision hautement patriotique ont suscité dans un temps relativement court les ralliements d'hommes et femmes, d'organisation et des regroupements d'associations, des partis politiques, de syndicats et d'organisations sociaux professionnelles pour en faire un vaste mouvement national pour la libération du peuple malien. Suite à l'appel du 14 mai 2020 de grands regroupements à savoir la CMAS et le FDS ont rejoint EMK en vue de constituer un front de lutte commun contre le régime indélicat de IBK et un système de gestion qui ne répondait plus aux aspirations du peuple malien. Ce fut la constitution de la

Troïka autour de la dénomination du Mouvement du 5 juin - Rassemblement des Forces Patriotiques. Dans son intervention, il a souligné que le mouvement a tout fait pour préserver la cohésion en son sein. Malheureusement, Cheick Oumar Sissoko et un petit groupe ne voulaient pas suivre la même dynamique que le reste du mouvement. Ibrahim Ikassa Maïga, membre fondateur du mouvement EMK, a fait l'historique de la création du mouvement Espoir Mali Kura. Il a fait savoir que l'appel du 14 mai 2020, a servi de boussole pour toutes les actions du mouvement Espoir Mali Kura. C'est cet appel a permis de faire la conjonction avec le FDS et la CMAS de l'imam Dicko. Il a regretté le comportement et les dérives de l'ancien coordinateur du mouvement Cheick Oumar Sissoko. A l'en croire, depuis la nomination de Dr Choguel Kokalla Maïga au poste de premier ministre, Cheick Oumar Sissoko, a instauré une gestion clanique. Un comportement que les responsables du mouvement ne pouvaient pas avaliser. Dans une déclaration commune, les membres du mouvement reconnaissent avoir mis sur les fonts baptismaux EMK avec Cheick Oumar Si-

kasso, Pr Clément Mamadou Dembélé et autres personnalités au nombre de 9 qu'ils ont appelé le noyau. Ils soutiennent que l'ancien coordinateur ne souffle plus dans la même trompette que le reste des membres du mouvement. Toute chose qui est à l'origine des divergences. Ils ont dénoncé ce comportement qu'ils jugent digne d'une autre époque. Une situation qui a conduit les responsables à ne plus reconnaître Cheick Oumar Sissoko comme coordinateur du mouvement EMK. « **Pour compter de ce mardi 10 mai 2022, Cheick Oumar Sissoko est démis de ses fonctions de coordinateur de mouvement EMK. Sa maison n'est plus le siège du mouvement. Ce qui veut dire que les réunions se tiendront désormais dans un autre lieu** », a averti Tiémoko Mahamane Maïga.

Mieux, il a annoncé que les responsables du mouvement EMK ont décidé à l'unanimité comme dans une note de musique de reprendre le mouvement en main. Le comité de pilotage du mouvement est, dans sa forme actuelle, dissout. Les responsables du mouvement EMK ont apporté leur soutien indéfectible aux autorités de la Transition.

Que diront et surtout que feront Cheick Oumar Sissoko est ses amis face à ce débarquement surtout si l'on se rappelle que dans une récente lettre publiée sur les réseaux sociaux et dans la presse, ils déniaient toute qualité aux mêmes Boubacar K. Traoré, Tiémoko Maga et Ibrahim Ikassa Maïga de siéger au Comité stratégique du M5-RFP en leur nom ?

■ Ibrahim Sanogo





Les bienfaits de la mangue, 5^{ème} produit stratégique du Mali : Le Dr Alou Barry nous en parle

Le Dr Alou Barry, détenteur d'un Ph.D en Sciences de la Nutrition, après un premier entretien consacré au comportement alimentaire à adopter pendant le mois de Ramadan, nous parle ici des bienfaits de la mangue, un fruit exotique à la fois délicieux et riche en bienfaits santé, notamment grâce aux nombreux nutriments qu'elle contient. « Les bienfaits santé de la mangue ne sont généralement pas la principale raison pour laquelle nous aimons manger ce fruit exotique. Elles font partie des aliments qui peuvent aider à garder une bonne santé. Des manguiers sauvages poussèrent initialement dans les contreforts de l'Himalaya (de l'Inde et de la

Birmanie) environ 4 000 années avant J.-C. A ce jour, environ 50% des produits à base de mangue proviennent de l'Inde seule. Et 60% des manguiers du monde sont cultivés en Inde et en Asie du Sud-Est », nous enseigne le Dr Barry.

Il existe, selon lui, plus de 1 000 variétés différentes de mangues dans le monde entier. Le manguiers est originaire de l'Inde, son nom scientifique est « *Mangifera Indica* », il a été introduit au Mali vers 1890 et fut à l'origine de nombreux plants greffés qui furent largement diffusés dans les pays limitrophes. La mangue est le 5^{ème} produit stratégique de notre pays après l'or, le coton, le bétail et les engrais chi-

miques. En plus d'être un fruit exotique délicieux à consommer l'été (il s'agit du fruit tropical le plus consommé au monde derrière la banane), la mangue renferme de nombreux avantages en santé que nous décrive ici le Dr Alou Barry.

Bienfaits santé de la mangue

Lutte contre le cancer : Ce fruit contient aussi beaucoup de pectine, qui est une fibre soluble. Des études ont montré que consommer beaucoup de fibre soluble diminue le risque de former des cellules cancéreuses dans le système gastro-intestinal. Les fibres solubles contribuent à diminuer les risques de maladies cardiovasculaires grâce à leur capacité à réduire le cholestérol sanguin.

Bonne pour les yeux : Manger 100 grammes de mangue tous les jours aide à apporter 15% des besoins nutritionnels quotidiens en vitamine A, qui est excellente pour conserver une santé optimale des yeux et une bonne acuité visuelle. Les gens qui peuvent consommer ce fruit exotique tous les jours sont moins susceptibles de souffrir de problèmes de vue, comme la baisse de la vision nocturne, la sé-

cheresse oculaire, la démangeaison des yeux, les erreurs de réfraction, le ramollissement de la cornée, les sensations de brûlures dans les yeux...

Aide à la digestion : Les mangues sont riches en enzymes digestives, qui soutiennent le processus de digestion et qui aident à décomposer les protéines. Ces avantages santé de la mangue sont utiles pour combattre l'acidité et améliorer la digestion (grâce aux enzymes présentes dans ce fruit exotique, qui apaise l'estomac). La présence de fibres alimentaires dans les mangues aide aussi à réguler les mouvements intestinaux et à prévenir la constipation. Les bienfaits populaires de ce fruit incluent aussi le fait d'être un remède de grand-mère à l'inflammation des membranes du mucus dans l'estomac (en donnant une décoction d'épluchures de mangue au patient).

Santé de la peau : Les bienfaits santé de la mangue sont utiles pour ouvrir des pores obstrués sur le visage. L'acné est causée par des pores obstrués qui peuvent être ouverts à l'aide d'un masque de beauté à base de mangues. La bonne façon d'utiliser ce fruit sur le visage consiste à enlever la pulpe de la mangue et à l'appliquer sur votre visage comme s'il s'agissait de masque de beauté. Laissez-le pendant 10 minutes puis nettoyez le visage avec de l'eau fraîche. Vous devez aussi inclure ce fruit à votre alimentation quotidienne pour obtenir un teint éclatant et une peau douce.

Diabète : Les feuilles du manguier sont utiles pour équilibrer le taux d'insuline. Pour acquérir ce bienfait santé, faites bouillir quelques feuilles de manguier dans de l'eau claire et laissez refroidir (dans la même eau) pendant la nuit. Filtrez l'eau puis buvez-la le lendemain matin.

Amélioration de la libido : La mangue est riche en vitamine E, ce qui la rend utile pour améliorer le fonctionnement des hormones sexuelles et pour augmenter le niveau de la libido.

Optimise la mémoire : Une partie des bienfaits santé de ce fruit se trouve dans le fait qu'il est un bon aliment du cerveau pour les enfants qui rencontrent des difficultés à se concentrer dans les études, parce que les mangues contiennent de l'acide glutamique. Cet acide aide à améliorer la mémoire et à stimuler les cellules du cerveau.

Éviter les coups de chaleur : La mangue

tendre (pas mûre) est une bonne source de pectine (tout comme la pomme. Faites-les cuire à la vapeur et faites-en du jus avec les graines de cumin, le sucre, le sel gemme pour préparer un remède aux coups de chaleur, ainsi qu'à l'épuisement dû à la chaleur.

Prévenir l'anémie : Les mangues sont avantageuses pour les femmes enceintes et les personnes souffrant d'anémie grâce à leur haute teneur en fer. De même, la vitamine C présente dans ce fruit améliore l'absorption du fer à partir des aliments végétaux comme le riz. Généralement, les femmes post-ménopausées s'exposent davantage à l'anémie et elles devraient consommer des mangues ainsi que d'autres fruits riches en fer.

Si vous mangez deux petites mangues tendres (dans lesquelles la graine n'est pas encore pleinement formée) avec du miel et du sel, il s'agit d'un ancien remède pour soigner **la diarrhée, les hémorroïdes, la dyspepsie chronique (une douleur de l'abdomen dans sa partie supérieure), la constipation, l'indigestion, la dysenterie** (une inflammation de l'intestin), d'autres problèmes

liés à l'estomac.

Pelure et noyau : pas de gaspillage : La pelure et le noyau de la mangue représentent respectivement environ 25 % et 20 % du poids du fruit. Au lieu d'être jetées, ces parties pourraient avoir des propriétés intéressantes pour l'industrie alimentaire. La pelure de la mangue est reconnue comme une source de pectine de haute qualité. Les composés phénoliques qu'elle contient permettraient également de l'utiliser comme antioxydant naturel. Le noyau, quant à lui, posséderait aussi des propriétés anti oxydantes. Il constitue de plus une source d'huile comestible, d'amidon et de farine. Autant de propriétés que nous ignorons de la mangue qui peut être consommée à la fois crue (pas mûre) ou mûre. Ces fruits exotiques sont une bonne source de vitamines et de minéraux essentiels au corps humain, nous indique le Dr Barry qui, pour conclure, nous invite à « intégrer toujours une mangue à notre alimentation quotidienne, parce qu'elle peut apporter beaucoup de bienfaits à notre santé ».

■ Yama DIALLO



Pour en finir avec les crises de la faim en Afrique de l'Ouest : OXFAM invite les Etats à investir dans l'agriculture familiale

Dans un communiqué rendu public, ce 10 mai 2022, Oxfam exhorte les États d'Afrique de l'Ouest à doubler leurs investissements dans le secteur agricole pour atteindre leur cible de 2014 et à mieux soutenir les exploitations familiales et les communautés rurales afin de rompre le cycle de la faim. Cet appel est lancé alors que sévit la pire crise alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest depuis une décennie et à la veille de la 54ème session de la Commission économique pour l'Afrique qui se tiendra du 11 au 17 mai 2022 à Dakar (Sénégal) et réunit les ministres africains en charge des Finances, de la Planification et du Développement économique et les gouverneurs des banques centrales pour discuter de la relance économique post-COVID-19 sur le continent.

Ledit communiqué indique que dans la plupart des pays de la région, la pauvreté est concentrée dans les zones rurales où les services publics sont insuffisants et où les gouvernements investissent très peu. Avant d'ajouter que la production céréalière dans certaines régions du Sahel a chuté d'environ un tiers par rapport à l'année dernière tandis que les prix des denrées ont augmenté de 20 à 30 % au cours des cinq dernières années. Selon le communiqué, les gouvernements ouest-africains ont investi en moyenne 5,3 % de leurs budgets dans le secteur agricole (qui représente plus du tiers de la main d'œuvre) en 2020, soit bien en-deçà de la cible de 10 % à laquelle ils s'étaient engagés à atteindre en 2014 dans le cadre du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). « Les gouvernements d'Afrique de l'Ouest doivent respecter leur engagement d'investir en faveur des populations rurales. Ils doivent maintenant redoubler d'efforts pour ne pas laisser ces personnes à la merci des conflits, de la sécheresse, des inondations et des hausses de prix. Les gens ont faim et, une fois de plus, ils ont recours à l'aide humanitaire pour survivre. C'est pourtant simple : pour libérer les populations ouest-africaines de la pauvreté et de la faim, il faut commencer par le milieu rural », a déclaré Assalama Dawalack Sidi, directrice régionale pour Oxfam en Afrique de l'Ouest. Aux dires du communiqué d'Oxfam, 14 des 16 pays d'Afrique de l'Ouest n'atteignaient pas en 2020 l'objectif du PDDAA. Face aux conflits au Sahel, la part des dépenses de sécurité augmente souvent au détriment des dépenses sociales et de développement. En 2018, précise le communiqué d'OXFAM, les dépenses du secteur de la



santé du Mali, du Niger et du Burkina Faso représentaient respectivement 0,8 %, 1,8 % et 1 % des PIB (Produit intérieur brut) nationaux, soit deux à cinq fois moins que les dépenses du secteur de la sécurité. Face au désœuvrement en milieu rural, les jeunes sont plus enclins à rejoindre les rangs de groupes armés, alimentant l'insécurité qui, à son tour, accroît la pauvreté et l'insécurité alimentaire en déplaçant les populations. Oxfam demande aux États d'Afrique de l'Ouest d'investir massivement dans les communautés rurales, en donnant aux petites exploitations agricoles les moyens de produire et de vendre localement pour renforcer leurs moyens de subsistance, et diminuer le déficit de la production alimentaire chronique. Les investissements dans les

services sociaux de base, tels que la santé, l'éducation et la protection sociale des communautés rurales sont également nécessaires pour renforcer la résilience des communautés face aux chocs et leur redonner espoir en une vie meilleure. « Les États ouest-africains ont le devoir moral de rompre définitivement ce cycle dévastateur de la faim. Ils doivent investir dans les petites exploitations familiales et fournir des services publics au sein des communautés rurales afin de favoriser la souveraineté alimentaire, le bien-être et la paix parmi les populations », a déclaré Sidi.

A. Sogodogo
Source : Le Republicain

Algérie-Russie : Abdelmadjid reçoit Lavrov et une invitation de Poutine

Comme annoncé le vendredi 9 mai 2022, Sergueï Lavrov, le ministre russe des Affaires étrangères, est en visite officielle en Algérie, ce mardi 10 mai. Ce dernier a été reçu par le ministre algérien des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, à l'Aéroport international Houari Boumediene, durant cette matinée.

Lavrov a débuté sa visite, qui coïncide avec le 60ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, en déposant une gerbe au sanctuaire de martyr, dans la capitale, a rapporté une chaîne de télévision russe. Plus tard dans la journée, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov. Selon un communiqué de la présidence de la République, « le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, reçoit le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et la délégation qui l'accompagne ».

Le ministre russe des Affaires étrangères, Ser-

gueï Lavrov, a annoncé, ce vendredi, avoir transmis une invitation du président Vladimir Poutine au président Tebboune, afin qu'il se rende à Moscou, dans le cadre de développement des relations entre les deux pays, dans tous les domaines.

Déclarations de Lavrov après sa rencontre avec Tebboune

Dans les déclarations à l'issue de sa rencontre avec le président de la République, Sergueï Lavrov a souligné que Moscou appréciait hautement les positions équilibrées de l'Algérie concernant l'opération militaire en Ukraine, que ce soit dans le domaine des relations bilatérales ou dans les enceintes internationales.

Lavrov a déclaré « nous avons informé l'Algérie des derniers développements de l'opération militaire russe dans le Donbass ». Mais aussi que « la position arabe sur les développements en Ukraine est équilibrée et bonne. » Lavrov a souligné que le renforcement de la

coopération bilatérale sera au centre de la réunion de comité intergouvernemental, qui se tiendra prochainement en Algérie, et que son pays est prêt à offrir davantage de bourses aux étudiants algériens.

« Toutes ces années, nous avons activement développé la coopération commerciale et économique », a déclaré Lavrov, selon un communiqué de ministère des Affaires étrangères. « Compte tenu du développement rapide des relations entre les deux pays, et afin de maintenir un haut niveau d'interaction, les deux parties envisagent de conclure un nouveau document stratégique qui reflète la nouvelle qualité de nos relations », a-t-il ajouté. Dans ce même sillage, le ministre russe des Affaires étrangères a aussi évoqué les discussions à propos » de la coopération avec l'Algérie dans les domaines militaire et technique. »

Lors de la rencontre, la question du Mali a aussi été abordée, Sergueï Lavrov a dit à ce propos que « l'imposition de sanctions aux dirigeants actuels au Mali est exagérée ». En ajoutant à ce sujet que « l'accord de Paix de 2015 est la base d'une solution politique au Mali ».

Pour finir, Sergueï Lavrov a aussi déclaré que diverses questions internationales ont été abordées, y compris le travail de l'OPEP +.

Source : algerie360.com



Éric Sékou Chelle à la tête des Aigles du Mali : Le pari risqué de la FEMAFOOT

Un mois après le limogeage de Mohamed Magassouba pour insuffisance de résultats, la Fédération Malienne de Football (FEMAFOOT) a officialisé, le 07 Mai 2022, la nomination d'un nouveau sélectionneur à la tête des Aigles du Mali. Il s'agit de l'international malien Éric Sékou Chelle, un homme peu connu de la nouvelle génération et dont la carrière en tant qu'entraîneur laisse beaucoup à désirer. C'est tout de même un pari très risqué pour la FEMAFOOT.

Agé de 44 ans et diplômé d'un Brevet d'entraîneur professionnel de Football (BEPF), le tout nouveau patron des Aigles aura comme premier défi, selon la Fédération Malienne de Football, la qualification du Mali pour la Coupe d'Afrique des Nations (CAN 2023) qui se déroulera en Côte d'Ivoire du 23 juin au 23 juillet 2023.

Seulement six sélections avec les Aigles en tant que joueur et zéro expérience au niveau des seniors et de première division pour sa carrière d'entraîneur, l'ex-international malien connaîtra sa première expérience sur le banc avec une équipe nationale. Même si l'on sait qu'il a fait ses premiers pas avec trois clubs amateurs en France : l'Athlético Marseille ; le FC Martigues et plus récemment l'US Boulogne CO (entre mai et décembre 2021) où il a été limogé au bout de six mois et demi pour insuffisance de résultats.

Partant de ces expériences mitigées, on peut se permettre de dire que le choix de Éric Sékou Chelle est donc tout aussi étonnant que risqué. Pour la plupart des analystes, il s'agit plutôt du plus grand hold-up du siècle. Initialement choisi comme adjoint, l'ancien international malien a finalement été désigné numéro un. Selon des informations qui ont fuité, c'est suite à la fronde de certains anciens joueurs contre la nomination de l'Allemand Winfried Schäfer, qui avait les faveurs de la FEMAFOOT, qu'Eric Chelle a pris le devant. C'est ainsi que Éric Sékou Chelle s'est vu confier les rênes de l'équipe nationale du Mali. Avec une très faible expérience d'entraîneur et peu connu par la nouvelle génération de footballeurs maliens qui ne l'ont pratiquement pas vu à l'œuvre, il abordera le plus grand défi de sa carrière de coach après avoir fait ses gammes sur les bancs au niveau D3 et D4 en France. C'est donc certainement un handicap de plus qui risque de compliquer la tâche pour Éric qui ne connaît pas non plus suffi-



samment ses joueurs.

Après le licenciement de Mohamed Magassouba, beaucoup pensaient à des légendes vivantes du football malien comme Seydou Kéita (Seydoublen), Frédéric Oumar Kanouté ou même Cédric Kanté pour lesquels les joueurs auront certainement beaucoup plus de respect. Certes, Éric reste un ancien joueur malien, mais pas de la même dimension que la génération de Seydoublen et Kanouté qui ont brillé dans l'équipe nationale comme dans de grands clubs. Mais, espérons qu'il surprenne l'opinion publique, même si l'on sait que ce choix reste un pari risqué pour l'équipe nationale qui a assez déçu et continue de décevoir tout un peuple.

Désormais, l'ancien défenseur de Valenciennes et de Lens effectuera rapidement son baptême de feu contre le Congo, le 4 juin 2022. Quelques jours après, soit le 8 juin, il va aussi croiser le fer avec le Soudan du Sud à l'occasion des deux premières journées des éliminatoires de la CAN 2023.

« JE SUIS CONSCIENT DE L'IMMENSE TÂCHE QUI M'ATTEND »

Cependant, le tout nouveau sélectionneur des Aigles du Mali a déclaré le 9 mai 2022 qu'il est conscient du défi qui l'attend. « Je suis conscient de l'immense tâche qui m'attend », lance-t-il.

Éric Sékou Chelle se dit également prêt à exécuter les missions qui lui sont confiées par la Fédération Malienne de Football. « Tout d'abord, c'est la qualification pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations en 2023 et de terminer au moins dans le dernier carré. Ensuite, de remporter la CAN en 2025, mais si on peut le faire en 2023, on ne va pas s'en priver. L'autre gros objectif est la qualification à la Coupe du monde », ajoute-t-il.

Amadou Kodio
Source : Ziré



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous concentrer sur les tâches professionnelles demande de gros efforts de votre part, mais êtes-vous prêt à les faire ? Dans votre esprit, un coup c'est oui, un coup c'est non, impossible de vous positionner. Vous attendez une main tendue.

En bon signe de Feu, difficile de ne pas avoir envie de flamber, et de faire des grosses dépenses, sauf qu'il va falloir vous raisonner cher natif, si vous ne voulez pas voir vos comptes grimper rapidement dans le rouge. Essayez d'économiser.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Les rapports risquent d'être tendus entre collègues. Le carré Mars/Uranus vous met dans un état de surexcitation importante, et un inhabituel manque de contrôle peut vous surprendre. Ne laissez pas votre tempérament colérique prendre le dessus.

La maîtrise de vos finances est, comme d'habitude, parfaite ! Mais aujourd'hui, votre générosité est bien visible. Vous n'avez qu'une envie, celle de gâter vos proches. Vous êtes dans l'échange, mais sans excès, et c'est pour ça qu'on vous apprécie autant.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous aurez une masse de travail à effectuer, mais cela ne vous fera pas peur. Bien au contraire, cela vous permettra de vous concentrer et de prendre de l'avance sur les dossiers que vous aurez à traiter. Vous serez fier de vous en fin de journée.

Vous aurez envie de vous constituer un bas de laine pour y mettre vos économies avec la Lune dans votre secteur II. Vous n'aurez peut-être pas grand-chose à y déposer, mais en faisant le calcul, quelques euros par-ci, par-là et il finira par grossir.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous fuyez les ambiances moroses et les personnes qui ne sont pas de bon conseil. Au travail rien n'est facile aujourd'hui, mais vous décidez de prendre sur vous, car vous avez pas mal de dossiers à finaliser. Une nouvelle proposition se prépare.

Il n'y a pas mal de mouvements sur vos comptes, cher natif, entre les dépenses, les charges du quotidien et les échéances, une certaine surveillance est exigée. Vous bloquez un moment dans la journée pour mettre à jour votre comptabilité.



Lion (22 juillet - 23 août)

Des doutes pourraient facilement s'installer, mais vous ne vous démotivez pas pour autant. Vous pourriez conclure une affaire ou signer un nouveau contrat. Aujourd'hui, il est important de montrer votre envie d'évolution et votre détermination.

Si vous envisagez de faire un petit voyage très prochainement, cher Lion, c'est que vos finances le permettent. Vous êtes prêt à faire énormément d'efforts (si besoin) pour mettre un peu d'argent de côté en prévision d'un projet vacances.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Les relations professionnelles sont excellentes, et votre communication parfaite, comme toujours. Cela contribue à améliorer votre perfectionnisme inné, votre intelligence est ainsi employée avec toutes ses capacités. Tout va pour le mieux !

Vous pourriez recevoir une petite somme d'argent inattendue, une prime, ou un remboursement. Quoi qu'il en soit, cela risque de vous apporter plus de contrariétés que de plaisir. Prenez-le avec désinvolture, et ne cherchez pas le pourquoi du comment !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous ferez votre travail de façon concrète et terre-à-terre, sans chercher à vous démarquer par une quelconque originalité. Cela vous permettra de mettre de l'ordre dans vos affaires courantes, de finaliser des dossiers en suspens et d'être enfin à jour.

Avec Jupiter en embuscade, vous n'aurez pas le droit à l'erreur, car tout pourrait prendre des proportions insoupçonnées. Un retard de paiement, une dette non remboursée et vous frôlez le rouge. Une rigueur absolue pourra vous tirer d'affaire.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Dans le travail quelques divergences d'opinions pourraient vous faire perdre du temps. Aujourd'hui, vous devez faire face à divers petits désagréments, cependant, votre volonté et votre force de caractère vous aident à aller de l'avant. Financièrement la journée s'annonce mitigée. Vous ne faites pas d'affaires et la situation n'est pas critique non plus. À part vos revenus professionnels, il n'y a pas d'autres rentrées d'argent prévues sur vos comptes. Surveillez votre gestion.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vos activités se portent bien, vous êtes concentré sur vos objectifs, rien ne peut vous en détourner. Vos qualités sont mises en avant, vos collaborateurs s'appuient sur vos idées. Avec détermination, vous parvenez à réaliser vos ambitions.

Vos revenus sont à la hausse, vous vendez un bien, immobilier ou automobile, vous profitez de cette transaction pour placer un peu d'argent de côté. Pour éviter des éventuels soucis financiers, vous pensez à faire fructifier les bénéfices.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Avec une communication et un relationnel parfaits, vous parvenez à concilier actes et idées. Votre détermination et votre sérieux sont au top, vous réussissez à convaincre tous vos collaborateurs de votre efficacité, ils ont foi en vous. C'est un sans faute !

La conjonction Mars/Saturne va rentrer dans le domaine des finances, et reliée à Vénus, tout porte à croire que la maîtrise de votre budget sera excellente ! Aucun faux pas aujourd'hui, avec même des rentrées d'argent qui sont peut-être à prévoir.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Plus discipliné dans vos objectifs, vous chercherez à élargir vos connaissances, à étayer votre CV, si vous êtes en recherche d'emploi. Hyper motivé, vous aurez conscience que la réussite se construit pierre après pierre avec patience et détermination.

Avec Mercure en Poissons, vous pourrez vous servir de votre flair pour trouver des astuces, dégotter de bonnes affaires et trouver des plans intéressants. Vous aurez d'excellentes nouvelles avec un rendez-vous pour obtenir un accord financier..



Poisson (19 février - 21 mars)

Certaines planètes pourraient vous compliquer la vie aujourd'hui. Rien n'est facile au travail. Ce n'est pas pour autant que vous ne faites pas d'efforts, vous avez besoin de vous prouver des choses, seulement vous vous dispersez un peu trop.

Un petit conseil, cher Poissons, si vous ne souhaitez pas mettre vos comptes en péril, organisez-vous différemment avec la gestion de votre argent. C'est une situation d'urgence qui s'impose, il faut agir vite. Ne cherchez pas d'excuses.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23